

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Votations fédérales du 17 juin

Accords internationaux: la parole au peuple!

«Le bon sens nous aurait épargné des millions et une nouvelle perte de souveraineté»

Interview du conseiller national Pirmin Schwander, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN)



Pirmin Schwander
(photo thk)

thk. Le 17 juin, les citoyens suisses vont se prononcer sur l'initiative «pour le renforcement des droits populaires dans la politique étrangère». Son objectif vise à ce que les traités internationaux dont le contenu a des conséquences sur la législation suisse et se situent donc au même rang que des amendements de la Constitution soient soumis obligatoirement au peuple. Il s'agit d'empêcher les cavaliers seuls des conseillers fédéraux, tels que nous les avons connus par le passé. La dernière intervention de Didier Burkhalter devant l'OTAN à Chicago montre combien nos conseillers fédéraux négligent les principes fondamentaux de notre Constitution démocratique. En tant que pays neutre, nous n'avons rien à voir avec une Alliance militaire qui sert avant tout les intérêts stratégiques et économiques des Etats-Unis et qui agit depuis plus d'une décennie

83% des Suisses sont opposés à une adhésion à l'Union européenne

Selon un sondage effectué cette année par l'EPFZ, seuls 17% des Suisses sont favorables à une adhésion. Cela signifie que 83% y sont opposés.

avant tout comme une alliance agressive. Personne ne sait ce que Burkhalter est allé faire là-bas ni quelles promesses il a faites à cette organisation en difficulté suite à la crise financière.

Si le référendum devient obligatoire en matière de traités internationaux, le contrôle démocratique par le peuple empêchera ces cavaliers seuls de nos conseillers fédéraux. Il faut que la démocratie directe joue son rôle également dans ce domaine sensible.

On tirera de l'interview du président de l'ASIN, le conseiller national Pirmin Schwander, des arguments en faveur de l'initiative.

Horizons et débats: Pourquoi l'ASIN a-t-elle décidé de lancer l'initiative «Accords internationaux: la parole au peuple!»?

Pirmin Schwander: Dans le contexte des Bilatérales I et II, l'ASIN a constaté que les accords avec l'UE ou ceux avec l'Allemagne ou la France influent de plus en plus sur la politique intérieure et que nous n'avons presque plus de marge de manœuvre ici car nous devons appliquer le contenu des accords sans en changer un iota. C'est ce qui nous a incités à lancer l'initiative. Si nous concluons un traité international qui nous contraint à adapter nos lois, cet accord se situe au même niveau qu'un amendement de la Constitution. Or si nous avons un nouveau texte constitutionnel qui stipule que les lois doivent être adaptées, le peuple et les cantons doivent donner leur accord. Et un traité international qui nous oblige à adapter nos lois nationales se situe au même niveau que la Constitution. En conséquence, le peuple et les cantons

doivent être consultés. Lors des amendements de la Constitution, nous ne nous demandons pas s'il est impératif ou non que le peuple se prononce: c'est une évidence. Cependant, ces dernières années, de plus en plus de traités internationaux étaient de rang constitutionnel. Le Conseil fédéral a admis que les droits populaires devaient être étendus dans ce domaine.

L'exemple de Schengen/Dublin

Quels accords signés par le Conseil fédéral ont eu des effets si importants?

Schengen/Dublin est l'exemple le plus net d'accord signé ces dernières années. Il s'est avéré que nous devons constamment adapter nos lois. Même l'Assemblée fédérale ne nous ordonne pas de modifier constamment nos lois. Depuis 2005, l'Accord Schengen/Dublin nous a contraints à procéder à 130 amendements. Il nous a été interdit d'y changer une seule virgule. Les parlementaires n'ont pu proposer aucun changement quand ils s'opposaient à un article de l'Accord. On nous a répété que nous devons ou l'accepter en bloc ou le refuser. Lorsque l'Assemblée fédérale demande une révision législative, on peut demander des modifications de chaque article. Le Conseil fédéral ne peut pas s'y opposer. Or un traité international peut nous contraindre à adopter une réglementation sans que nous puissions y changer quoi que ce soit.

Si tu t'étais tu...

L'initiative a une tradition. Dans l'histoire de la Suisse, on a toujours observé une lutte contre les gouvernants pour imposer

avantage de droits populaires. Comment le Conseil fédéral a-t-il réagi à cette initiative?

Lorsque nous avons présenté notre initiative à la Commission des institutions politiques du Conseil national, elle a admis qu'il fallait faire quelque chose dans ce domaine. Elle a considéré le contre-projet direct du Conseil fédéral comme une solution acceptable. Le Conseil fédéral ne voulait pas aller aussi loin que l'initiative mais il a, dans son Message au Parlement, proposé un contre-projet direct stipulant que tous les traités internationaux de rang constitutionnel seraient obligatoirement soumis au peuple et aux cantons. Il a discuté très tôt cette version puis l'a rejetée. Il a toujours trouvé de bonnes raisons pour ne pas consulter le peuple. Mais dans son Message du 1^{er} octobre 2010, il a indiqué en plusieurs endroits qu'il serait bon d'étendre les droits populaires. Le Conseil national, consulté en premier, a appuyé cette idée mais le Conseil des Etats s'y est opposé, malgré les voix de l'UDC, et malheureusement le Conseil national s'est ensuite associé à cette position. Je suis très étonné que maintenant certains conseillers fédéraux aient abandonné leur position initiale. Naturellement, ils ne peuvent pas faire autrement car la loi leur interdit de défendre une autre opinion que celle adoptée par le Parlement. Je ne pourrais pas adopter ainsi l'opinion du Parlement, je préférerais me taire.

En quoi consistait la différence entre l'initiative de l'ASIN et la proposition du Conseil fédéral?

Suite page 2

«Managed Care» généralisé: l'expérience américaine révèle les défauts

par le Pr Marcus Matthias Maassen, président de PULSUS et le Dr Marco Bianchetti

hd. L'introduction du Managed Care, modèle américain d'assurance de base imposé à tous les citoyens – laquelle, depuis qu'elle a été déclarée obligatoire en Suisse, s'est révélée problématique – s'est insinuée de manière si feutrée qu'il n'est pas facile de dévoiler l'arnaque. Il ne faut pas confondre le Managed Care avec la promotion des réseaux intégrés de conseil et/ou de soins. Ceux-ci sauvegardent la liberté des citoyens et respectent les droits de la personnalité. En revanche, le Managed Care constituerait une atteinte à la santé – et donc à la personne – qui présente des aspects totalitaires.

Comme nous ne disposons pas d'expériences concernant la Suisse tout entière, nous devons aller chercher nos exemples aux Etats-Unis. Attention aux mauvais départs! Celui qui tombe gravement malade ne peut pas porter plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme s'il veut éviter d'être sacrifié à la recherche du profit de l'assurance-maladie. Le texte qui suit est tiré du «Bulletin des médecins suisses».

Malheureusement, on ne connaît guère actuellement les effets sur la pratique médicale d'un système de Managed Care généralisé à toute la Suisse, si bien que nos expériences sont limitées et n'ont rien à voir avec la réalité d'un système de santé organisé en un réseau couvrant tout le pays. Il nous

sera donc permis d'aller voir ce qui se passe aux Etats-Unis.

Le référendum lancé contre le Managed Care prouve de manière impressionnante l'utilité de la lutte en faveur du libre choix du médecin.

Au cours des dernières décennies, les Etats-Unis ont introduit le réseau Managed Care dans le système de santé sur tout le territoire. Sa caractéristique principale est que les assurés choisissent une caisse-maladie et paient une prime réduite lorsqu'elle fait soigner les patients via une organisation de Managed Care. Le but de l'assurance-maladie est de respecter des forfaits par personne (capitations) visant à maintenir les dépenses par assuré le plus bas possible. On y parvient en limitant le libre choix du médecin. Il est interdit de s'adresser à un spécialiste en premier recours. On formule des recommandations sur la conduite à tenir. Des obstacles compliquent l'accès aux prestations médicales. Les caisses-maladie ont acquis un «statut de superpuissance». Il est piquant de constater qu'on prétend obtenir une médecine de meilleure qualité en incitant les médecins à ne rien prescrire et à ne pas diriger les patients vers des spécialistes.

L'introduction du système a été effectuée au moyen des mêmes manœuvres tactiques que celles utilisées actuellement en Suisse.

On a pris prétexte de différences de revenus entre les généralistes et les spécialistes pour laisser espérer aux généralistes qu'une baisse des revenus des spécialistes permettrait d'augmenter les leurs, mais seulement chez les assureurs du Managed Care. Ceux qui en font les frais sont non seulement l'ensemble des médecins, qui doivent s'habituer aux consultations de 3 minutes, mais également les patients. A ce sujet, le professeur Zarbin de l'Université de Newark (New Jersey) nous fournit deux exemples:

«Un patient est allé consulter un de mes confrères qui a diagnostiqué un trou dans la rétine et a aussitôt téléphoné à l'assurance du patient pour savoir si elle prenait en charge le traitement au laser. Au bout d'un moment, il est parvenu à parler à la personne responsable et a obtenu un code d'authentification pour ledit traitement. Mais quelques semaines plus tard, l'assurance a refusé de payer, malgré le code. Le médecin avait appelé un mauvais numéro. Il aurait dû appeler celui des traitements d'urgence.

Un confrère universitaire suisse devait faire opérer son fils. Il avait aux Etats-Unis une assurance du Managed Care qui n'avait pas sous contrat un spécialiste de ce genre d'opérations. Le confrère est rentré en Suisse avec son fils pour y faire effectuer cette intervention. Je me suis dit que la Suisse avait

vraiment un excellent système de santé où l'on bénéficiait du libre accès à tous les médecins.»

Zarbin m'a dit: «Luttez pour le libre choix du médecin car en raison des directives des assurances-maladie, la qualité des prestations médicales va se dégrader malgré les critères de qualité qui tendent à prouver le contraire. Dans ce système, aussi bien les médecins que les malades sont perdants.»

Le référendum contre le projet de Managed Care montre parfaitement qu'il vaut la peine de lutter pour le libre choix du médecin. La Chancellerie fédérale a confirmé, le 15 février 2012, que le référendum contre la modification du 30 septembre 2011 de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (réseaux de soins) avait abouti puisque les 50 000 signatures exigées par l'article 141 alinéa 1 de la Constitution fédérale avaient été récoltées. 131 158 sur 133 185 étaient valables.

Finalement, le fort engagement des promoteurs du référendum et le soutien qu'il a reçu est une preuve de confiance dans le travail de l'Association PULSUS dont 30% des membres sont des généralistes. Chers confrères et consœurs, nous tenons à vous remercier chaleureusement. Nous remercions de leur soutien la FMH, la fmCh, la

Suite page 2

«Accords internationaux: ...»

suite de la page 1

Dans son contreprojet direct, le Conseil fédéral voulait que les traités internationaux de rang constitutionnel soient soumis au référendum obligatoire. Il y a là une marge interprétative. Dans l'application de l'initiative, on doit laisser une certaine marge de manœuvre. C'est ce que nous avons tenté. Or maintenant on nous le reproche.

Mais le Conseil fédéral a constaté que les prochains traités internationaux, ont maintenant beaucoup plus d'influence sur notre législation que ce n'était le cas il y a vingt ans encore. C'est pourquoi il a voulu un référendum obligatoire pour les traités internationaux de rang constitutionnel. Il y a eu ensuite un débat au Parlement sur ce qu'était le rang constitutionnel. Personne, au Conseil national ou au Conseil des Etats, n'a expliqué pourquoi l'initiative ferait problème. Le refus a été justifié en disant que les droits populaires existants suffisaient, qu'on ne voulait pas accabler le peuple de nouvelles consultations car cela pourrait augmenter le ras-le-bol de la politique, mais on n'a pas avancé de raisons substantielles. Les citoyens s'opposent à cet argument.

Quel genre de traités devrait-on obligatoirement soumettre au peuple?

Il est important de se rappeler que la ratification de la *Convention européenne des droits de l'homme* n'a même pas été soumise au référendum facultatif. Le peuple n'a pas pu se prononcer bien que les conséquences soient considérables. Nous devons obligatoirement appliquer des arrêts juridiques de la Cour européenne des droits de l'homme. Les citoyens n'ont même pas pu récolter les 50 000 signatures d'un référendum. C'est indigne d'une démocratie. Je cite cet exemple parce que maintenant des juges fédéraux de toutes tendances politiques critiquent les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme parce qu'elle a abandonné son idée d'origine et intervient directement dans les systèmes législatifs des Etats. C'est ce qui arrive quand on signe un traité sans demander l'avis du peuple. Et il y a également l'Accord Schengen/Dublin. Nous aurions pu nous prononcer mais il aurait tout d'abord fallu récolter les 50 000 signatures. Cela aurait coûté cher et pris du temps et les citoyens qui n'ont pas l'argent nécessaire ne peuvent pas le faire. Cela signifie que les citoyens sont soumis aux caprices des partis politiques ou des associations car seules les grandes organisations ont le temps et l'argent nécessaires au lancement d'un référendum. Il existe certes des personnalités qui ont lancé un référendum ou une initiative, par exemple contre la pornographie infantile ou sur l'internement à vie des délinquants sexuels, mais ce sont des exceptions.

Que va faire Didier Burkhalter auprès de l'OTAN à Chicago?

Depuis 1996, la Suisse est membre du *Partenariat pour la Paix (PpP)*, organisation de l'OTAN, sans que le peuple ait jamais été consulté. Didier Burkhalter était présent au Sommet de l'OTAN à Chicago et s'est prononcé en faveur d'un rapprochement de la Suisse avec l'OTAN. Mais qui l'a mandaté

pour aller aussi loin? N'est-ce pas là un exemple de situation où un référendum obligatoire pourrait empêcher le Conseil fédéral de continuer dans cette voie?

Ici, une initiative serait tout à fait indiquée car aller plus loin dans le rapprochement avec l'OTAN constituerait une atteinte à l'article constitutionnel sur la neutralité. Il est évident qu'il faudrait ici consulter le peuple. Mais on peut douter que le Conseil fédéral le fasse de son propre chef. S'il doit le faire, il réfléchira à deux fois avant d'entreprendre ce genre de démarches. Le peuple lui opposerait un non clair et net. Fondamentalement, le processus tout entier est extrêmement problématique. Qu'est-ce que la Suisse a à faire à l'OTAN. C'est un pays indépendant qui n'est pas membre de l'OTAN et ne veut pas y adhérer. La participation au PpP a déjà eu des effets catastrophiques sur notre Armée.

Puis la dictature de l'UE?

Quels traités internationaux sont en préparation?

Pour l'UE, et c'est très important, la voie bila-

95% des Suisses sont favorables au maintien de la neutralité

Selon un sondage effectué cette année par l'EPFZ, 95% des Suisses sont favorables au maintien de la neutralité et donc opposés à tout nouveau rapprochement avec l'OTAN.

térale est épuisée. On ne peut plus continuer ainsi. On parle maintenant d'accords-cadres. A part les partisans de l'UE, personne ne sait au juste de quoi il s'agit. On parle sans cesse d'«approfondissement institutionnel», ce qui ne signifie rien d'autre que la reprise automatique du droit communautaire. Nous n'en voulons pas. Et il y a aussi l'Accord sur l'énergie. Et la question de savoir si l'électricité va être plus chère ou meilleur marché concerne chacun.

Un autre texte important est l'Accord sur le libre-échange agricole. Voulons-nous une production agricole à nous capable d'assurer la sécurité alimentaire du pays ou voulons-nous dépendre encore davantage de l'étranger? Les choses sont claires. Notre situation topographique particulière ne nous permet pas de produire aussi avantageusement que l'étranger. Et il y a le problème du transit des camions. Nous devons respecter la Convention alpine que le peuple suisse a approuvée il y a longtemps déjà. Or non seulement on la vide de sa substance mais on ne la respecte pas du tout. L'Accord sur les transports terrestres – on ne l'a pas dit au peuple – annule la Convention alpine. Ainsi un article constitutionnel est annulé par un traité international. Ce sont autant d'exemples de ce qui nous attend, de questions importantes posées sur notre Constitution et qui l'abolissent. Nous voudrions que ce soit la double majorité qui décide de ces questions, celle du peuple et des cantons.

Le conseiller fédéral Schneider-Ammann a annoncé à la radio qu'en cas d'acceptation de l'initiative, il y aurait 30% de votations supplémentaires. Est-ce vrai, et si oui, qu'est-ce que cela signifierait?

Si l'on considère les 12 dernières années, il y a eu en moyenne 4 consultations et 8 questions. Si l'augmentation était de 30%, cela représenterait une question de plus à chaque

consultation. D'après le Message du Conseil fédéral, il y aurait 8 à 10 questions de plus, ce qui représenterait 2 à 3 questions de plus par consultation. Au lieu de nous prononcer chaque fois sur 2 ou 3 questions, nous le ferions sur 4 ou 5. Le peuple n'est pas idiot. Il est capable de comprendre ces questions. Tous les traités internationaux que je connais sont certainement plus faciles à comprendre que le projet de *Managed Care* sur lequel le peuple se prononcera le 17 juin.

Le Conseil fédéral fait toujours allusion au référendum facultatif qui entraîne beaucoup de travail inutile pour le peuple.

Oui. Il faut d'abord recueillir 50 000 signatures, mais là n'est pas la question. Dans son Message, le Conseil fédéral dit en même temps que de nombreux traités internationaux – passés ou futurs – équivalent à un amendement de la Constitution car ils nécessitent une adaptation de nos lois. Si le Conseil fédéral était cohérent dans son argumentation, il devrait dire qu'il est fondamentalement opposé à la double majorité. Alors nous débattrons des

fondements de la démocratie et il devra dire qu'il veut supprimer la double majorité.

Un argument des opposants – vous y avez fait allusion – consiste à dire que le peuple ne veut pas autant de consultations. Ils estiment que cela conduit au ras-le-bol de la politique. C'est absurde, mais l'argument est souvent avancé.

Laissez-moi analyser le passé. Quand avons-nous eu une participation élevée? Au cours des 20 dernières années, elle a été la plus élevée, c'est-à-dire au-dessus de 55%, quand il s'est agi de questions de politique étrangère: EEE, initiative «Oui à l'Europe» ou Schengen. Ce sont ces questions qui suscitent un intérêt particulier. Je pense que l'intérêt va augmenter à l'avenir au sujet de l'Accord sur l'énergie ou celui sur le libre-échange agricole. Et il y a toujours eu une forte participation lorsqu'il y avait beaucoup de questions posées à la fois. Aussi l'argument du Conseil fédéral n'est-il absolument pas valable. La participation a été faible par exemple lors de la votation concernant les articles constitutionnels sur la formation.

Aucun parti ne s'y opposait, il n'y a pas eu de débats importants. Dans de tels cas, les citoyens ne prennent pas conscience de la question. Cela laisse penser qu'à l'avenir, il faudra organiser des débats contradictoires et alors le peuple ira voter.

Jusqu'à la fin des années 1980, il était évident que des débats de fond contradictoires aient lieu entre les partis et les organisations. Il faut à nouveau les rendre possibles. Autre chose: Les adversaires de l'initiative évoquent toujours l'argument du coût: le peuple devra voter très souvent, cela coûtera trop cher. Or si seul le nombre des questions posées et non celui des consultations augmente, l'argument n'est pas valable. Certes, une dictature pourrait coûter moins cher.

Il s'agit ici de mener une réflexion fondamentale. Si l'on avance l'argument du coût, il faudrait abolir la démocratie directe de manière générale. Alors, ça ne coûterait plus rien. Une telle réflexion est absurde, elle ne mène à rien. La Suisse dépense pour l'école, les infrastructures, pour toutes les missions étatiques moitié moins que les pays qui nous entourent à qualité égale. Le fait que chez nous le peuple puisse participer aux décisions nous rend plus efficaces. Plus les citoyens ont voix au chapitre, moins l'Etat est endetté. Depuis 1990, les dettes des communes ont augmenté de 20%. Au niveau communal, le peuple participe pratiquement à toutes les décisions. Le budget communal est soumis au peuple (assemblée communale), ce qui explique la faible augmentation de l'endettement. Au niveau cantonal, où le peuple a moins voix au chapitre, les dettes ont doublé. Au plan fédéral, où le peuple est encore moins consulté, elles ont triplé. L'Etat est donc d'autant plus efficace et l'endettement est d'autant plus faible que le peuple peut participer aux décisions.

Si nous examinons les différentes questions, par exemple les 18 milliards versés au FMI, il est évident que cet argent ne profite à personne. La décision a été prise par le Conseil fédéral et le Parlement, le peuple n'a rien eu à dire.

Arguments fallacieux

L'initiative changerait-elle les choses?

Nous sommes confrontés ici à un autre problème. Lorsqu'il a été question au Parlement de porter à 18 milliards le crédit-cadre accordé au FMI, le Conseil fédéral et le Parlement ont déclaré que c'était la Banque nationale qui

Suite page 3

Le renforcement des droits populaires mène à une amélioration de la politique étrangère



Le 17 juin 2012, nous voterons l'initiative «Accords internationaux: la parole au peuple». Le peuple doit être l'autorité politique suprême lors de questions importantes de la politique étrangère. Le but est de compenser le transfert de poids vers le droit international par un développement des possibilités de codécision de la démocratie directe. Contrôle de constitutionnalité, des accords-cadres avec l'UE, une clause de rejet d'initiatives: des politiciens d'esprit élitaire essaient de mettre sous tutelle le citoyen gênant, tout en imitant l'UE de Bruxelles. Justement, en cette époque caractérisée par des attaques permanentes contre la démocratie directe, l'initiative apporte un contrepoids important. Les votations populaires révèlent des contradictions entre les politiciens et les électeurs. Par la suite, les diplomates s'efforcent davantage de mettre en avant les préoccupations des citoyens. S'ils méprisent la volonté des électeurs, un plébiscite négatif suivra. Ainsi on peut empêcher la conclusion d'accords internationaux qui ne sont pas dans l'intérêt de la Suisse ou qui incitent à l'adhésion clandestine à l'UE. La transparence est augmentée. On ne peut plus signer à huis clos des traités

internationaux de haute portée au nom du pays. Même à l'intérieur de l'UE, on peut voir que les petits Etats disposant d'éléments de démocratie directe (p.ex. le Danemark et l'Irlande) ont conquis des règlements d'exception avantageux. L'accord international ACTA a suscité de vives protestations partout dans le monde, puisque une surveillance draconienne porterait atteinte aux droits du citoyen. Grâce à l'initiative «Accords internationaux: la parole au peuple» le peuple suisse aura la possibilité unique dans le monde de voter ACTA. Ceci pourrait montrer la voie et donner le coup de grâce au traité. L'initiative exige qu'on soumette impérativement au vote du peuple les dépenses uniques de plus d'un milliard de francs ou les dépenses récurrentes de plus de 100 millions de francs. Les éléments de démocratie directe font baisser les dépenses de l'Etat. Justement, les milliards assurés au F.M.I. pour sauver l'euro montrent de manière impressionnante que certaines élites veulent amener le peuple à «se taire et payer». Le Conseil fédéral compte avec trois objets en votation supplémentaires par an ce qui n'incommoderont personne car on pourrait les voter lors des votations populaires déjà existantes. Nous devons accorder notre estime au renforcement des droits populaires et à l'amélioration de la politique étrangère en faveur d'une politique d'intérêt suisse.

Source: young4fun.ch
(Traduction Horizons et débats)

«L'expérience américaine révèle ...»

suite de la page 1

FMP, la PSICA, la VPOD-VSAO, et tout particulièrement les sociétés cantonales de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Schaffhouse, de Genève et de Schwyz, de même que les sociétés de dermatologie, d'ophtalmologie et d'otorhinolaryngologie/chirurgie cervico-faciale ainsi que les centaines de généralistes de toute la Suisse. C'est finalement grâce à leur très grand engagement que le référendum a obtenu cet excellent résultat (cf. tableau paru dans le numéro 22 d'*Horizons et débats* du 28/5/12).

«Objectivement, il faut approuver le référendum», écrit le Dr Andreas Keusch de Pfäffikon (medvice@bluewin.ch) dans son excellente étude du projet intitulée «Managed Care – Wirtschaftliche Mogelpackung oder Zweckmässige Qualitätsförderung».

Il est convaincant quand il écrit: «Pour en revenir à la déclaration déjà mentionnée de la conseillère nationale Prisca Birrer-Heimo et des partisans du Managed Care selon laquelle «les réseaux de soins intégrés offrent une médecine d'excellente qualité à moindres coûts», on ne dispose pas de preuves solides de la qualité médicale offerte par les réseaux de soins intégrés.» Son étude peut être téléchargée sur le site www.pulsus.info.

Chers confrères et consœurs, nous sommes également persuadés qu'un système contraignant de Managed Care – qui abolit le libre choix du médecin dans l'assurance de base, favorise les conflits entre médecins et donne tout pouvoir aux caisses-maladie – ne saurait constituer le fondement d'un système sanitaire d'avenir en Suisse.

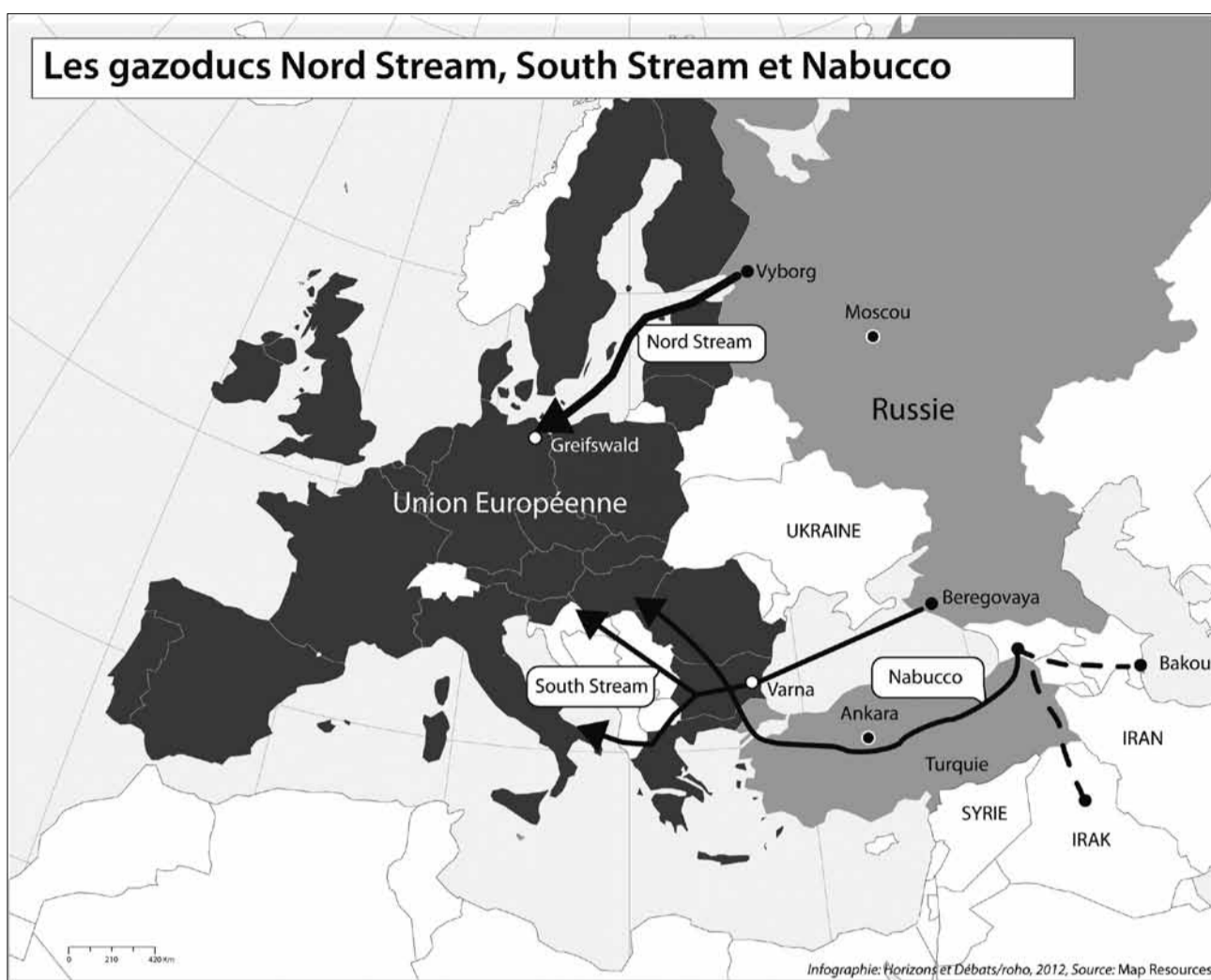
(Traduction Horizons et débats)

De la géopolitique du pétrole à celle du gaz

La Syrie se trouve au centre de la guerre du gaz

par Imad Fawzi Shueibi,* Damas

L'attaque médiatique et militaire à l'encontre de la Syrie est directement liée à la compétition mondiale pour l'énergie, ainsi que l'explique le professeur Imad Shueibi dans l'article magistral que nous publions. A un moment où la zone euro menace de s'effondrer, où une crise économique aiguë a conduit les Etats-Unis à s'endetter à hauteur de 14940 milliards de dollars, et où leur influence s'amenuise face aux puissances émergentes du BRICS, il devient clair que la clé de la réussite économique et de la domination politique réside principalement dans le contrôle de l'énergie du XXI^e siècle: le gaz. C'est parce qu'elle se trouve au cœur de la plus colossale réserve de gaz de la planète que la Syrie est prise pour cible. Les guerres du siècle dernier étaient celles du pétrole, mais une nouvelle ère commence, celle des guerres du gaz.



Avec la chute de l'Union soviétique, les Russes ont réalisé que la course à l'armement les avait épuisés, surtout en l'absence des approvisionnements d'énergie nécessaires à tout pays industrialisé. Au contraire, les USA avaient pu se développer et décider de la politique internationale sans trop de difficultés grâce à leur présence dans les zones pétrolières depuis des décennies. C'est la raison pour laquelle les Russes décidèrent à leur tour de se positionner sur les sources d'énergie, aussi bien pétrole que gaz. Considérant que le secteur pétrolier, vu sa répartition internationale, n'offrait pas de perspectives, Moscou misa sur le gaz, sa production, son transport et sa commercialisation à grande échelle.

Le coup d'envoi fut donné en 1995, lorsque Vladimir Poutine mis en place la stratégie de Gazprom: partir des zones gazières de la Russie vers l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Iran (pour la commercialisation), jusqu'au Proche-Orient. Il est certain que les projets Nord Stream et South Stream témoignent devant l'histoire du mérite et des

efforts de Vladimir Poutine pour ramener la Russie dans l'arène internationale et peser sur l'économie européenne puisqu'elle dépendra, durant des décennies à venir, du gaz comme alternative ou complément du pétrole, avec cependant une nette priorité pour le gaz. A partir de là, il devenait urgent pour Washington de créer le projet concurrent Nabucco, pour rivaliser avec les projets russes et espérer jouer un rôle dans ce qui va déterminer la stratégie et la politique pour les cents prochaines années.

Le fait est que le gaz sera la principale source d'énergie du XXI^e siècle, à la fois comme alternative à la baisse des réserves mondiales de pétrole, et comme source d'énergie propre. Par conséquent, le contrôle des zones gazières du monde par les anciennes et les nouvelles puissances est à la base d'un conflit international dont les manifestations sont régionales.

De toute évidence, la Russie a bien lu les cartes et a bien retenu la leçon du passé, car c'est le manque de contrôle au niveau des ressources énergétiques globales, indispensables à l'injection de capital et d'énergie dans la structure industrielle, qui fut à l'origine de l'effondrement de l'Union sovié-

tique. De même la Russie a compris que le gaz serait la ressource énergétique du siècle à venir.

Historique du grand jeu gazier

Une première lecture de la carte du gaz révèle que celui-ci est localisé dans les régions suivantes, en termes de gisements et d'accès aux zones de consommation:

1. Russie: Vyborg et Beregovaya
2. Annexé à la Russie: Turkménistan
3. Environs plus ou moins immédiats de la Russie: Azerbaïdjan et Iran
4. Pris à la Russie: Géorgie
5. Méditerranée orientale: Syrie et Liban
6. Qatar et Egypte.

Moscou s'est hâté de travailler sur deux axes stratégiques: le premier est la mise en place d'un projet sino-russe à long terme s'appuyant sur la croissance économique du Bloc de Shanghai; le deuxième visant à contrôler les ressources de gaz. C'est ainsi que furent jetées les bases des projets South Stream et Nord Stream, faisant face au projet étasunien Nabucco, soutenu par l'Union européenne, qui visait le gaz de la mer Noire et de l'Azerbaïdjan. S'ensuivit entre ces deux initiatives une course stratégique pour le



(photo voltairenet.org)

contrôle de l'Europe et des ressources en gaz.

Pour la Russie:

Le projet Nord Stream relie directement la Russie à l'Allemagne en passant à travers la mer Baltique jusqu'à Weinberg et Sassnitz, sans passer par la Biélorussie.

Le projet South Stream commence en Russie, passe à travers la mer Noire jusqu'à la Bulgarie et se divise entre la Grèce et le Sud de l'Italie d'une part, et la Hongrie et l'Autriche d'autre part.

Pour les Etats-Unis:

Le projet Nabucco part d'Asie centrale et des environs de la mer Noire, passe par la Turquie où se situent les infrastructures de stockage, puis parcourt la Bulgarie, traverse la Roumanie, la Hongrie, arrive en Autriche et de là se dirige vers la République tchèque, la Croatie, la Slovénie et l'Italie. Il devait à l'origine passer en Grèce, mais cette idée avait été abandonnée sous la pression turque.

Nabucco était censé concurrencer les projets russes. Initialement prévu pour 2014, il a dû être repoussé à 2017 en raison de difficultés techniques. A partir de là, la bataille du gaz a tourné en faveur du projet russe, mais chacun cherche toujours à étendre son projet à de nouvelles zones.

Cela concerne d'une part le gaz iranien, que les Etats-Unis voulaient voir venir renforcer le projet Nabucco en rejoignant le point de groupage de Erzurum, en Turquie; et de l'autre le gaz de la Méditerranée orientale: Syrie, Liban, Israël.

Or en juillet 2011, l'Iran a signé divers accords concernant le transport de son gaz via l'Irak et la Syrie. Par conséquent, c'est désormais la Syrie qui devient le principal centre de stockage et de production, en liaison avec les réserves du Liban. C'est alors un tout nouvel espace géographique, stratégique et énergétique qui s'ouvre, comprenant l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban. Les entraves que ce projet

Suite page 4

«Accords internationaux: ...»

suite de la page 2

devoir prendre la décision. Mais si cet argument est correct, nous devons savoir également que la Banque nationale est indépendante et que l'on n'a pas besoin d'arrêté fédéral, et si l'on n'a pas besoin d'arrêté fédéral et que ni le Parlement ni le peuple n'a son mot à dire, la Confédération n'assume aucune responsabilité. Cette histoire de la Banque nationale n'est qu'une entortillage. Quand j'ai demandé pourquoi on avait besoin d'un arrêté fédéral, on m'a répondu que si l'on avait vraiment besoin de cet argent, la Confédération devait payer. Et comme il ne s'agit que d'un engagement de garantie de la Confédération, cela ne relevait pas de l'initiative sur les traités internationaux. L'entortillage consiste à considérer l'arrêté fédéral comme un engagement unilatéral de la Suisse. L'autre partie n'entre pas officiellement en jeu. Donc ce n'est pas un traité international. Mais logiquement, cela signifie que nous n'avons aucune obligation de payer et que le Conseil fédéral et le Parlement pourraient annuler à tout moment cet engagement. Le Conseil fédéral ne devrait donc plus jamais prendre d'engagement envers le FMI car ces engagements sont unilatéraux.

Un autre exemple est l'Accord Schengen. On nous a toujours dit que nous en avions besoin pour notre sécurité et que le Système

d'information Schengen II (SIS II) était très important. Il n'existait pas encore lors de la votation de 2005, il devait être introduit en 2007 ou 2008. Or il ne fonctionne toujours pas: son introduction a été reportée à 2013. En 2005, on nous a dit qu'il coûtait 7 à 8 millions de francs et nous avons dépensé jusqu'ici 150 millions. Et notons-le, ce ne sont pas les coûts annuels mais seulement les coûts d'investissement. C'est de l'argent des contribuables. Quand je pense que Schengen a coûté 150 millions au lieu de 7, cette somme nous permettrait de financer un certain nombre de votations. L'Accord Schengen n'aurait pas été accepté si la majorité des cantons exigée par le référendum obligatoire avait joué. Le bon sens nous aurait épargné des millions et une nouvelle perte de souveraineté.

Le Conseil fédéral doit adapter son comportement aux intérêts populaires

La prévention contre les insurrections comme celle de la place Tahrir consiste à adapter soigneusement la politique aux intérêts populaires. C'est cela, l'esprit démocratique. Si le peuple peut se prononcer sur la politique étrangère, qu'est-ce que cela signifiera pour la Suisse?

Si le Conseil fédéral sait qu'il devra se justifier devant le peuple dans tous les cas et pas seulement après que 50 000 signatures

auront été récoltées, il associera les commissions davantage qu'aujourd'hui et il se concertera avec les partis avant le début des négociations. Il pourra mieux déterminer les points négociables et ceux qui ne le sont pas. Je vais même plus loin: A vrai dire, la Confédération devrait demander au Parlement un mandat de négociations qui précise clairement ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas. En ce qui concerne les accords sur l'imposition à la source, l'opinion publique n'a jamais su où en étaient les négociations. Maintenant les commissions sont en possession de trois accords mais rien n'y est défini précisément. Tout est formulé de manière très vague. Le Conseil fédéral serait contraint d'associer davantage le Parlement et cela suppose un changement de comportement. Si l'initiative est acceptée, il devra se comporter autrement et cela dans le sens voulu par le peuple. L'initiative renforce également les positions lors des négociations. Si le Conseil fédéral peut dire à ses partenaires qu'ils doivent faire un pas de plus dans sa direction parce qu'il doit encore consulter le peuple, l'Allemagne ou la France ne pourront pas dire que cela ne les intéresse pas. Seul un dictateur peut dire cela; un pays démocratique ne peut pas dire que le peuple ne l'intéresse pas. Les décisions prises par le peuple renforcent les négociations. Si l'UE ou n'importe qui d'autre veut modi-

fier quelque chose, il devra s'en tenir à la décision populaire et ne pas procéder à des amendements au bout de deux ans comme ce fut le cas avec l'Accord Schengen qui a déjà subi plus de 130 modifications. Il n'a pas été possible de recourir au référendum lors des adaptations. La seule possibilité serait de lancer une initiative sur la dénonciation de l'Accord. Il faudrait inscrire dans la Constitution qu'il faut dénoncer l'Accord. Les citoyens n'ont plus la possibilité de se faire entendre. Ils sont à la merci du Parlement pour le meilleur et pour le pire, car il est seul à pouvoir exiger du Conseil fédéral qu'il dénonce l'Accord. Quel accord international a-t-on jamais dénoncé? Il faut remonter loin dans le temps pour trouver un accord avec l'Autriche-Hongrie.

Si nous voulons sauvegarder notre démocratie directe, nous devons accepter l'initiative. C'est notre seul moyen d'empêcher que le Conseil fédéral et le Parlement n'agissent de manière arbitraire, comme ils le font malheureusement trop souvent. En ce qui concerne la libre circulation des personnes, nous avons constaté que le Parlement avait regroupé de manière illégale et anticonstitutionnelle la question de la poursuite de la libre circulation des personnes et celle de son extension à la Roumanie et à la Bulgarie.

Merci beaucoup pour cette interview. •

Le massacre de Houla porte-t-il la marque de l'Irak?

L'ex-officier des Services secrets britanniques Alastair Crooke déclare: «Cette manière de tuer est étrangère à la culture de l'Islam levantin, de la Syrie et du Liban. Elle vient de la province d'Anbar, en Irak.»

Tandis que l'enquête sur le massacre de Houla est en cours, l'ex-officier des Services secrets britanniques *Alastair Crooke* a déclaré à *Russia Today* que ces attaques n'étaient pas caractéristiques de la région culturelle à laquelle appartient la Syrie:

«Ce genre de tuerie, ces décapitations, ces égorgements (d'enfants également) et ces mutilations sont caractéristiques non pas de l'Islam levantin, de la Syrie et du

Liban mais de ce qui s'est produit dans la province irakienne d'Anbar. Cela semble orienter les recherches vers des groupes qui ont été associés à la guerre en Irak dirigée contre les Etats-Unis et qui sont peut-être retournés en Syrie, ou peut-être vers des Irakiens qui sont venus d'Anbar, pour y participer.»

Crooke pense que la piste Al-Qaïda est trompeuse car le massacre plonge ses

racines tactiques et idéologiques dans la guerre en Irak:

«Je pense que l'attaque est plus proche de *Musab al-Zarqawi* [qui a déclaré une guerre totale aux chiïtes en Irak] que d'Al-Qaïda tel que nous le connaissons dans la mesure où Zarqawi a donné naissance à cette rhétorique fanatique anti-chiïte et anti-Iran. Une grande partie de cette rhétorique a pénétré en Syrie lorsque des combattants d'Anbar sont ren-

trés chez eux dans les parages de Homs et de Hama.

Nous parlons de groupes ressemblant à Al-Qaïda qui se situent à l'extrémité de l'éventail de l'opposition. Bien qu'ils représentent une minorité au sein des forces d'opposition, ils sont déterminants dans cette guerre.»

Source: *Russia Today* du 29/5/12
(Traduction *Horizons et débats*)

Selon Lavrov, certains pays se servent de la tragédie pour imposer une guerre

Massacre à bout portant: les répercussions considérables des tueries de Houla

Des Etats occidentaux expulsent des diplomates syriens, estimant que des milices soutenues par le gouvernement syrien sont responsables du massacre de Houla. Selon le *Haut Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies*, la majorité des victimes tuées lors de l'attaque sanglante ont été exécutées à bout portant. Le porte-parole de la Commission des droits de l'homme *Rupert Colville* a déclaré mardi que «moins de 20 tués sur 108 peuvent être attribués aux tirs d'artillerie et de chars.»

L'agence *Reuters* cite ses propos: «Il est clair qu'un événement absolument abominable a eu lieu à Houla et qu'au moins un aspect important a consisté dans des exécutions sommaires de civils, femmes et enfants.

[...] A ce stade, il semble que des familles entières aient été tuées à leur domicile.»

Des survivants ont déclaré à des observateurs de l'ONU sur place que ces massacres qui ont coûté la vie à 49 enfants et 39 femmes ont été perpétrés par les milices progouvernementales *chabiha*. D'autres témoins oculaires rejettent la responsabilité sur des combattants rebelles, prétendant que les attaques sont un châtement pour ceux qui ont refusé de prendre les armes contre les forces gouvernementales.

Damas a rejeté toute implication dans les massacres, accusant des «terroristes armés» de vouloir déstabiliser le processus de paix.

Mardi, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et

l'Australie ont annoncé qu'ils allaient expulser leur ambassadeur syrien en réaction aux massacres du week-end.

L'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe *Kofi Annan* a rencontré le président *Bachar al-Assad* pour lui «faire part des inquiétudes de la communauté internationale face aux violences en Syrie... notamment depuis le carnage de Houla». Il a déclaré que son plan en six points devait être appliqué dans son intégralité, «ce qui n'est pas le cas».

Mardi, dans un entretien téléphonique avec *Kofi Annan*, le ministre russe des Affaires étrangères *Sergueï Lavrov* a réitéré son appel aux deux parties au conflit pour qu'elles mettent fin à toute violence. Il avait auparavant déploré que certains pays exploitent la

tragédie pour essayer d'imposer une solution militaire au conflit syrien. Il a aussi condamné les appels de *Burhan Ghalioun*, chef démissionnaire du Conseil national syrien, à poursuivre les combats jusqu'à ce que le Conseil de sécurité «tombe d'accord sur une intervention militaire». Selon Lavrov, cette déclaration est une provocation à la guerre civile tout à fait contraire à l'esprit du plan de paix de *Kofi Annan*.

Lundi, dans un entretien avec son homologue britannique, Lavrov a déclaré qu'il «était évident que les deux parties avaient une responsabilité dans les événements de Houla.»

Source: *Russia Today* du 29/5/12
(Traduction *Horizons et débats*)

«La Syrie, centre de la guerre ...»

suite de la page 3

subit depuis plus d'un an donnent un aperçu du niveau d'intensité de la lutte qui se joue pour le contrôle de la Syrie et du Liban. Elles éclairent du même coup le rôle joué par la France, qui considère la Méditerranée orientale comme sa zone d'influence historique, devant éternellement servir ses intérêts, et où il lui faut rattraper son absence depuis la Seconde Guerre mondiale. En d'autres termes, la France veut jouer un rôle dans le monde du gaz où elle a acquis en quelque sorte une «assurance maladie» en Libye et veut désormais une «assurance-vie» à travers la Syrie et le Liban.

Quant à la Turquie, elle sent qu'elle sera exclue de cette guerre du gaz puisque le projet *Nabucco* est retardé et qu'elle ne fait partie d'aucun des deux projets *South Stream* et *Nord Stream*; le gaz de la Méditerranée orientale semble lui échapper inexorablement à mesure qu'il s'éloigne de *Nabucco*.

L'axe Moscou-Berlin

Pour ses deux projets, Moscou a créé la société *Gazprom* dans les années 1990. L'Allemagne, qui voulait se libérer une fois pour toutes des répercussions de la Seconde Guerre mondiale, se prépara à en être partie prenante; ce que soit en matière d'installations, de révision du pipeline *Nord*, ou de lieux de stockage pour la ligne *South Stream*



Vladimir Poutine et Alexei Miller, président de *Gazprom* (photo *voltairenet.org*)

au sein de sa zone d'influence, particulièrement en Autriche.

La société allemande *Gazprom Germania* a été fondée avec la collaboration de *Hans-Joachim Gornig*, un Allemand proche de Moscou, ancien vice-ministre du charbon et de l'industrie minière pour l'énergie, qui a supervisé la construction du réseau de gazoducs de la RDA. *Gazprom Germania* a été dirigée jusqu'en octobre 2011 par *Vladimir Kotenev*, ancien ambassadeur de Russie en Allemagne.

Gazprom a signé nombre de transactions avec des entreprises allemandes, au premier rang desquelles celles coopérant avec *Nord*

Stream, tels les géants *E.ON* pour l'énergie et *BASF* pour les produits chimiques; avec pour *E.ON* des clauses garantissant des tarifs préférentiels en cas de hausse des prix, ce qui revient en quelque sorte à une subvention «politique» des entreprises du secteur énergétique allemand par la Russie.

Moscou a profité de la libéralisation des marchés européens du gaz pour les contraindre à déconnecter les réseaux de distribution des installations de production. La page des affrontements entre la Russie et Berlin étant tournée, débuta alors une phase de coopération économique basée sur l'allègement du poids de l'énorme dette pesant sur les épaules de l'Allemagne, celle d'une Europe surendettée par le joug étatsunien. Une Allemagne qui considère que l'espace germanique (Allemagne, Autriche, République tchèque, Suisse) est destiné à devenir le cœur de l'Europe, mais n'a pas à supporter les conséquences du vieillissement de tout un continent, ni celle de la chute d'une autre superpuissance.

Les initiatives allemandes de *Gazprom* comprennent le joint-venture de *Wingas* avec *Wintershall SA.*, une filiale de *BASF*, qui est le plus grand producteur de pétrole et de gaz d'Allemagne et contrôle 18% du marché du gaz. *Gazprom* a donné à ses principaux partenaires allemands des participations inégales dans ses actifs russes. Ainsi *BASF* et *E.ON* contrôlent chacune près d'un quart des champs de gaz *Loujno-Rousskoïé* qui alimenteront en grande partie *Nord Stream*; et ce n'est donc pas une simple coïncidence si l'homologue allemand de *Gazprom*, appelé «le *Gazprom* germanique», ira jusqu'à posséder 40% de la compagnie autrichienne *Austrian Centrex Co.*, spécialisée dans le stockage du gaz et destinée à s'étendre vers Chypre.

Une expansion qui ne plaît certainement pas à la Turquie qui a cruellement besoin de sa participation au projet *Nabucco*. Elle consisterait à stocker, commercialiser, puis transférer 31 puis 40 milliards de m³ de gaz par an; un projet qui fait qu'Ankara est de plus en plus inféodé aux décisions de Washington et de l'OTAN, d'autant plus que son adhésion à l'Union européenne a été rejetée à plusieurs reprises.

Les liens stratégiques liés au gaz déterminent d'autant plus la politique que Moscou exerce un lobbying sur le Parti social-démocrate allemand en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, base industrielle majeure et centre des conglomérats allemands *RWE* et *E.ON*.

Cette influence a été reconnue par *Hans-Joseph Fell*, responsable des politiques énergétiques chez les Verts. Selon lui, quatre sociétés allemandes liées à la Russie jouent un rôle majeur dans la définition de la politique énergétique allemande. Elles s'appuient



Manquant de source d'approvisionnement et sans clients identifiés, *Nabucco* est sans cesse repoussé. (photo *voltairenet.org*)

sur le Comité des relations économiques de l'Europe de l'Est – c'est-à-dire sur des entreprises en contact économique étroit avec la Russie et les pays de l'ex-Bloc soviétique –, qui dispose d'un réseau très complexe d'influence sur les ministres et l'opinion publique. Mais en Allemagne, la discrétion reste de mise quant à l'influence grandissante de la Russie, partant du principe qu'il est hautement nécessaire d'améliorer la «sécurité énergétique» de l'Europe.

Il est intéressant de souligner que l'Allemagne considère que la politique de l'Union européenne, pour résoudre la crise de l'euro, pourrait à terme gêner les investissements germano-russes. Cette raison, parmi d'autres, explique pourquoi elle traîne pour sauver l'euro plombé par les dettes européennes, alors même que le bloc germanique pourrait, à lui seul, supporter ces dettes. De plus, à chaque fois que les Européens s'opposent à sa politique vis-à-vis de la Russie, l'Allemagne affirme que les plans utopiques de l'Europe ne sont pas réalisables et pourraient pousser la Russie à vendre son gaz en Asie, mettant en péril la sécurité énergétique européenne.

Ce mariage des intérêts germano-russes s'est appuyé sur l'héritage de la Guerre froide, qui fait que trois millions de russophones vivent en Allemagne, formant la deuxième plus importante communauté après les Turcs. Poutine était également adepte de l'utilisation du réseau des anciens responsables de la RDA, qui avaient pris soin des intérêts des compagnies russes en Allemagne, sans parler du recrutement d'ex-agents de la Stasi. Par exemple, les directeurs du personnel et des finances de *Gazprom Germania*, ou encore

le directeur des finances du Consortium *Nord Stream*, *Matthias Warnig* qui, selon le *Wall Street Journal*, aurait aidé Poutine à recruter des espions à Dresde, lorsqu'il était jeune agent du KGB. Mais il faut le reconnaître, l'utilisation par la Russie de ses anciennes relations n'a pas été préjudiciable à l'Allemagne, car les intérêts des deux parties ont été servis sans que l'une ne domine l'autre.

Le projet *Nord Stream*, le lien principal entre la Russie et l'Allemagne, a été inauguré récemment par un pipeline qui a coûté 4,7 milliards d'euros. Bien que ce pipeline relie la Russie et l'Allemagne, la reconnaissance par les Européens qu'un tel projet garantissait leur sécurité énergétique a fait que la France et la Hollande se sont hâtées de déclarer qu'il s'agissait bien là d'un projet «européen». A cet égard, il est bon de mentionner que *M. Lindner*, directeur exécutif du Comité allemand pour les relations économiques avec les pays de l'Europe de l'Est a déclaré, sans rire, que c'était bien «un projet européen et non pas allemand, et qu'il n'enfermerait pas l'Allemagne dans une plus grande dépendance vis-à-vis de la Russie». Une telle déclaration souligne l'inquiétude que suscite l'accroissement de l'influence russe en Allemagne; il n'en demeure pas moins que le projet *Nord Stream* est structurellement un plan moscovite et non pas européen.

Les Russes peuvent paralyser la distribution de l'énergie en Pologne et dans plusieurs autres pays comme bon leur semble, et seront en mesure de vendre le gaz au plus offrant. Toutefois, l'importance de l'Allemagne pour la Russie réside dans le fait qu'elle consti-

Photo d'Irak du 27 mars 2003 censée représenter ce qui s'est passé maintenant à Houla?

La même combine, pour forcer une guerre, qu'en 1990 les bébés au Koweït et en 1999 à Racak?



Source: www.rt.com

Screenshot from BBC News website (www.bbc.co.uk)

Alors que la tragédie de Houla fait le tour du monde, *BBC* a publié un article illustré par une photo choquante, où sont alignés en rang des dizaines de corps d'enfants attendant l'inhumation... Mais ne s'agit-il pas de l'Irak après la chute de *Saddam*?

Le photographe *Marco di Lauro*, auteur de la photo, a dit qu'il avait failli «tomber de sa chaise» en la découvrant sur le site de la chaîne et en lisant la légende suivante: «Photo prise par un activiste. Cette image, non vérifiable de manière indépendante, semble montrer les corps des enfants à Houla attendant d'être inhumés».

La photo fût prise en réalité le 27 mars 2003, elle montre un enfant irakien sautant par dessus des douzaines de housses mortuaires blanches contenant des squelettes trouvés dans le désert au sud de Bagdad. Elle fait partie d'une série nommée *Après Saddam*.

Le photographe *Marco di Lauro* travaille pour l'agence de photo *Getty images*, ses travaux sont parus partout en Europe et aux USA. L'indice que *BBC* ait piqué la photo sur Internet, et ne l'ait pas extraite du réservoir officiel, inquiète pourtant son auteur.

«Ce qui me surprend vraiment, c'est qu'une entreprise d'information comme la *BBC* ne vérifie pas ses sources et soit prête à publier n'importe quelle image envoyée par n'importe qui: un activiste, un citoyen journaliste ou qui que ce soit. C'est tout», explique *di Lauro* au *Daily Telegraph*.

«Quelqu'un se sert d'images de quelqu'un d'autre à des fins de propagande», a-t-il ajouté.

Le porte-parole de *BBC* déclare que la photo illustrant l'article de dimanche soir «*Syria Massacre in Houla Condemned as Outrage Grows*» a «immédiatement» été retirée après qu'on ait identifié la source. «Nous étions conscients de ce que l'image circulait largement sur Internet après les atrocités récentes en Syrie, aujourd'hui tôt le matin. Nous l'avons cependant utilisée

avec une déclinaison de la responsabilité claire et nette, en disant qu'elle n'avait pas été vérifiée de manière indépendante», a-t-il ajouté.

Ces allégations relatives à des informations «non vérifiables de manière indé-

pendante» sont devenues une marque de fabrication de la couverture médiatique du conflit ravageant la Syrie depuis 14 mois. Avant que le rapporteur spécial de l'ONU, *Kofi Annan*, ait présenté son plan de paix au pays arabe agité, le gouvernement syrien

était très réservé quant à l'ouverture des frontières pour la plupart des journalistes. • Source: «Oops, BBC: Iraq photo to illustrate Houla massacre?» in *Russia Today* du 28/5/12, cf. également *The Daily Telegraph* du 28/5/12.

(Traduction *Horizons et débats*)

La Russie met en garde le Kosovo contre le fait de former des rebelles syriens

Nations Unies: La Russie a mis en garde le Kosovo contre le fait de permettre la formation de rebelles syriens opposants sur son territoire, en chargeant son délégué à l'ONU de déclarer que cela pourrait causer des tensions internationales.

L'ambassadeur russe *Vitaly Churkin* a condamné, ce qu'il nomme «des informations inquiétantes», à savoir que les autorités du Kosovo sont en train de «développer des contacts avec l'opposition syrienne, afin de former des insurgés» au Kosovo.

Des diplomates et des rapports médiatiques ont dit qu'au moins trois activistes syriens vivant en exil ont été récemment au Kosovo pour des pourparlers avec d'anciens rebelles du Kosovo, qui avaient mené une guerre séparatiste contre la Serbie dans les années 1998/99.

Churkin a déclaré, lors d'une entrevue du Conseil de sécurité de l'ONU concer-

nant le Kosovo, que chaque formation de rebelles syriens «est en contradiction» avec la mission de *Kofi Annan*, l'envoyé spécial de la mission de paix de l'ONU et de la Ligue arabe.

«En outre, cela pourrait être un facteur de déstabilisation qui s'étendrait au-delà de la région des Balkans, de faire du Kosovo un centre international de formation pour insurgés de différentes unités armées», a-t-il ajouté.

Churkin a sollicité l'Union européenne et les Nations unies, qui ont des représentations au Kosovo, de faire en sorte que la présence de rebelles syriens soit empêchée. Le ministre des Affaires étrangères du Kosovo *Enveer Hoxhaj* a dit à des journalistes que «quelques contacts diplomatiques» ont eu lieu avec l'opposition syrienne. «Nous nous engageons beaucoup pour leur cause», a déclaré *Hoxhaj*. Mais à la question de savoir, s'il y

a aussi un entraînement (pour les rebelles syriens), il a répondu: «Pas du tout.»

L'armée ethnique albanaise de libération du Kosovo (UÇK) commença sa lutte pour l'indépendance de la Serbie en 1997. La réponse par la force du président *Slobodan Milošević* mena en 1999 aux bombardements par l'OTAN, qui mirent un terme à l'intervention et amenèrent le Kosovo sous l'administration de l'ONU, jusqu'à la déclaration de son indépendance en 2008.

La Russie soutient la Serbie dans l'idée persistante, que le Kosovo reste une province serbe. Cependant 90 pays ont reconnu l'indépendance de ce dernier, inclus la plupart des pays de l'Union européenne, ainsi que les Etats-Unis.

Source: *GEO TV, Focus News Agency, 15/5/12*

(Traduction *Horizons et débats*)

Des soldats américains à l'étranger, camouflés en hommes d'affaires

Il est souvent question de forces spéciales américaines qui sont engagées partout dans le monde. Mais qui sait qu'elles sont actuellement actives dans plus de 100 pays (!)? Le Pentagone veut maintenant aller encore plus loin en engageant des soldats à l'étranger sous «camouflage commercial», donc par exemple comme hommes d'affaires. La devise du Pentagone est: «Consolider et protéger des positions». Dans ce but, on vise à réaliser non seulement des activités d'espionnage comme jusqu'à présent, mais aussi des opérations militaires sous couvert d'activités économiques. Des collaborateurs du Pentagone, pas seulement des services secrets, doivent donc être introduits clandestinement dans des entreprises et vont y travailler, ou bien fonder des entreprises et les diriger pour pouvoir agir ainsi plus discrètement.

Dans un projet de loi, il est clairement précisé: «Pour préparer le champ de bataille

pour des opérations militaires contre des terroristes et leurs supporteurs», les compétences de l'armée doivent être bien élargies. «Pour protéger ainsi la vie des soldats, il est nécessaire de permettre au Pentagone d'exécuter des activités commerciales orientées vers le profit, afin de couvrir et soutenir de tels engagements. Pour les forces armées américaines exécutant des engagements dangereux à l'étranger, cette protection est importante.»

Il est intéressant que le Pentagone exige que le camouflage commercial ne soit plus contrôlé par le service secret Defense Intelligence Agency (DIA), mais directement par le ministre de la Défense et le secrétaire d'Etat pour les services secrets. Un des arguments principaux du Pentagone par rapport aux coûts: «Le camouflage commercial n'est pas lié à des coûts puisque on peut utiliser l'argent qu'on gagne pour

son financement.» Dans les comités des services secrets au congrès, il existe pourtant les plus grands doutes. Les activités des soldats camouflés en hommes d'affaires pourraient devenir assez incontrôlables, comme cela a été le cas déjà à plusieurs reprises chez des collaborateurs du service secret. La corruption et l'affairisme de leur propre initiative vont clairement augmenter, les limites entre les services secrets, l'armée et l'économie, ou la société civile, vont s'estomper. Déjà maintenant, les 66 000 hommes et femmes des forces spéciales de la «SOCOM» sont munis d'un budget de plus de 10 milliards de dollars (!). C'est ce que le commandant, l'amiral *William H. McRaven*, a récemment confirmé au comité du congrès. •

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief*, n° 1322 du 11/5/12

(Traduction *Horizons et débats*)

«La Syrie, centre de la guerre ...»

suite de la page 4

tue la plate-forme à partir de laquelle elle va pouvoir développer sa stratégie continentale: *Gazprom Germania* détient des participations dans 25 projets croisés en Grande-Bretagne, Italie, Turquie, Hongrie et d'autres pays. Cela nous amène à dire que *Gazprom* – après un certain temps – est destinée à devenir l'une des plus importantes entreprises au monde, sinon la plus importante.

Dessiner une nouvelle carte de l'Europe, puis du monde

Les dirigeants de *Gazprom* ont non seulement développé leur projet, mais ils ont aussi fait en sorte de contrer *Nabucco*. Ainsi, *Gazprom* détient 30% du projet consistant à construire un deuxième pipeline vers l'Europe suivant à peu près le même trajet que *Nabucco*, ce qui est, de l'aveu même de ses partisans, un projet «politique» destiné à montrer sa force en freinant, voire en bloquant le projet *Nabucco*. D'ailleurs Moscou s'est empressé d'acheter du gaz en Asie centrale et en mer Caspienne dans le but de l'étouffer, et de ridiculiser Washington politiquement, économiquement et stratégiquement par la même occasion.

Gazprom exploite des installations gazières en Autriche, c'est-à-dire dans les environs stratégiques de l'Allemagne, et loue aussi des installations en Grande-Bretagne et en France. Toutefois, ce sont les importantes installations de stockage en Autriche qui serviront à redessiner la carte énergétique de l'Europe, puisqu'elles alimenteront la Slo-

vaquie, la Croatie, la Hongrie, l'Italie et l'Allemagne. A ces installations, il faut ajouter le centre de stockage de Katharina en Saxe-Anhalt, que *Gazprom* construit en coopération avec l'Allemagne, afin de pouvoir exporter le gaz vers les grands centres de consommation de l'Europe occidentale.

Gazprom a mis en place une installation commune de stockage avec la Serbie afin de fournir du gaz à la Bosnie-Herzégovine et à la Serbie elle-même. Des études de faisabilité ont été menées sur des modes de stockage similaires en République tchèque, Roumanie, Belgique, Grande-Bretagne, Slovaquie, Turquie, Grèce et même en France. *Gazprom* renforce ainsi la position de Moscou, fournisseur de 41% des approvisionnements gaziers européens. Ceci signifie un changement substantiel dans les relations entre l'Orient et l'Occident à court, moyen et long terme. Cela annonce également un déclin de l'influence étasunienne, par boucliers antimissiles interposés, voyant l'établissement d'une nouvelle organisation internationale, dont le gaz sera le pilier principal. Enfin cela explique l'intensification du combat pour le gaz de la côte Est de la Méditerranée au Proche-Orient.

Nabucco et la Turquie en difficulté

Nabucco devait acheminer du gaz sur 3900 kilomètres de la Turquie vers l'Autriche et était conçu pour fournir 31 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an depuis le Proche-Orient et le bassin caspien vers les marchés européens. L'empressement de la coalition OTAN – Etats-Unis – France à

mettre fin aux obstacles qui s'élevaient contre ses intérêts gaziers au Proche-Orient, en particulier en Syrie et au Liban, réside dans le fait qu'il est nécessaire de s'assurer la stabilité et la bienveillance de l'environnement lorsqu'il est question d'infrastructures et d'investissement gaziers. La réponse syrienne fut de signer un contrat pour transférer vers son territoire le gaz iranien en passant par l'Irak. Ainsi, c'est bien sur le gaz syrien et libanais que se focalise la bataille, alimentera-t-il *Nabucco* ou *South Stream*?

Le consortium *Nabucco* est constitué de plusieurs sociétés: allemande (*REW*), autrichienne (*ÖMV*), turque (*Botas*), bulgare (*Energy Holding Company*) et roumaine (*Transgaz*). Il y a cinq ans, les coûts initiaux du projet étaient estimés à 11,2 milliards de dollars, mais ils pourraient atteindre 21,4 milliards de dollars d'ici 2017. Ceci soulève de nombreuses questions quant à sa viabilité économique étant donné que *Gazprom* a pu conclure des contrats avec différents pays qui devaient alimenter *Nabucco*, lequel ne pourrait plus compter que sur les excédents du Turkménistan, surtout depuis les tentatives infructueuses de mainmise sur le gaz iranien. C'est l'un des secrets méconnus de la bataille pour l'Irak, qui a franchi la ligne rouge dans son défi aux USA et à l'Europe, en choisissant l'Irak et la Syrie comme trajets de transport d'une partie de son gaz.

Ainsi, le meilleur espoir de *Nabucco* demeure dans l'approvisionnement en gaz d'Azerbaïdjan et le gisement *Shah Deniz*, devenu presque la seule source d'approvi-

sionnement d'un projet qui semble avoir échoué avant même d'avoir débuté. C'est ce que révèle l'accélération des signatures de contrats passés par Moscou pour le rachat de sources initialement destinées à *Nabucco*, d'une part, et les difficultés rencontrées pour imposer des changements géopolitiques en Iran, en Syrie et au Liban d'autre part. Ceci au moment où la Turquie s'empresse de réclamer sa part du projet *Nabucco*, soit par la signature d'un contrat avec l'Azerbaïdjan pour l'achat de 6 milliards de mètres cubes de gaz en 2017, soit en s'emparant de la Syrie et du Liban avec l'espoir de faire obstacle au transit du pétrole iranien ou de recevoir une part de la richesse gazière libano-syrienne. Apparemment une place dans le nouvel ordre mondial, celui du gaz ou d'autre chose, passe par rendre un certain nombre de service, allant de l'appui militaire jusqu'à l'hébergement du dispositif stratégique de bouclier antimissiles.

Ce qui constitue peut-être la principale menace pour *Nabucco*, c'est la tentative russe de le faire échouer en négociant des contrats plus avantageux que les siens en faveur de *Gazprom* pour *Nord Stream* et *South Stream*; ce qui invaliderait les efforts des Etats-Unis et de l'Europe, diminuerait leur influence, et bousculerait leur politique énergétique en Iran et/ou en Méditerranée. En outre, *Gazprom* pourrait devenir l'un des investisseurs ou exploitants majeurs des nouveaux gisements de gaz en Syrie ou au Liban. Ce n'est pas par hasard que le 16 août 2011, le ministère syrien

Suite page 6

A la veille des discussions, l'aide à l'Afghanistan divise l'OTAN

«On nous avait dit: «Vous jouez dans une ligue supérieure»
et nous avons rétorqué: «D'accord, mais nous ne voulons pas payer plus que notre part.»»

par Alissa J. Rubin, «International Herald Tribune»

Il y a peu de certitudes dans une période où l'on accélère le retrait des troupes de l'OTAN, mais une chose est sûre: les Européens du continent ont une vision nettement plus sombre de l'avenir de l'Afghanistan que leurs vis-à-vis américains ou anglais.

Selon les vues de l'Europe continentale, la diminution de l'aide occidentale et des dépenses militaires provoquera une dépression économique. La corruption, aujourd'hui déjà un phénomène endémique, prendra des proportions dangereuses, du fait que les dirigeants afghans veulent profiter autant que possible de l'industrie militaire, avant qu'elle disparaisse; la sécurité est une illusion – et cela pas seulement à cause des Talibans, mais parce que des milices ethniques se manifestent à nouveau dans de larges parties du pays.

Les Américains et les Britanniques énumèrent, eux, diverses possibilités: les forces de sécurité afghanes s'améliorent; le président Karzai a promis de ne plus se présenter aux élections, ce qui permettrait des élections crédibles; et les Talibans semblent disposés à mener des négociations de paix, mais pas tout de suite.

Ces scénarios, présentés la semaine passée lors d'interviews d'officiels étrangers, ne se distinguent pas uniquement par des aspects sémantiques. Il s'agit de différences fondamentales dans les conclusions des alliés, pour savoir ce qu'on a déjà obtenu et quel moyens financiers il faut encore y engager.

Cette question se trouvera au cœur du sommet de l'OTAN de Chicago qui se tiendra en fin de semaine [20/21 mai, ndt], le regard se portant alors sur les dix années qui suivront la fin de la mission de l'OTAN, en 2014, les Etats membres de l'OTAN et d'autres pays devant s'engager à financer les forces de sécurité afghanes.

Selon un diplomate européen, «de nombreux pays européens se trouvent pris dans une crise économique, abordent des élections et leurs populations en ont assez après onze ans de guerre. C'est pourquoi ce n'est pas une priorité pour nous de mettre d'importants fonds à disposition des forces armées afghanes.» Comme d'autres personnes interrogées pour cet article, ce diplomate s'est déclaré prêt à s'exprimer au sujet des discussions sur le soutien des activités en Afghanistan, à condition de pouvoir rester anonyme.

On croit généralement que – jusqu'à lundi, à la fin de la conférence – on se déclarera prêt à verser 4,1 milliards de dollars par an au cours des dix prochaines années, pour soutenir le maintien des forces de sécurité afghanes. Les Américains prévoient de fournir les deux tiers de cet effort.

Malgré cela, beaucoup de pays européens renâclent à fournir cet argent, la plupart parce qu'ils préféreraient dépenser ces sommes pour des hôpitaux et des écoles, plutôt que pour l'armée. Et même s'ils donnent leur accord, lors de la conférence de Chicago, de fournir de l'argent pour le soutien de la sécurité, ils craignent que leurs parlements refusent de débours – lors de la conférence de Tokyo en juillet, où il s'agira de financer des projets de reconstruction du pays – des sommes supplémentaires. Et dans un moment de sincérité, certains expriment leur souhait de réserver cet argent pour des pays présentant plus de chances de réussite que l'Afghanistan.

Un autre diplomate européen s'exprima ainsi: «Ce qui intéresse Karzai et les Etats-Unis c'est la sécurité – la stratégie militaire, le brigandage, les arrestations et le reste. C'est pourquoi il ne se passera rien, quelle que soit notre pression, pour que les Afghans se mettent à travailler les questions de direction de gouvernement et de corruption. Et pourtant c'est important pour nous, et l'on s'en inquiète dans les capitales.

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne a publié un communiqué de presse, la veille de la rencontre de Chicago, dans lequel on incite le gouvernement afghan à entreprendre «un réel effort» pour diriger le gouvernement de manière correcte et faire diminuer la corruption.

Les Américains et les Britanniques affirment expressément ne pas vouloir négliger les dépenses pour le développement. Mais à Chicago, ils mettent la priorité sur la volonté d'avoir suffisamment d'argent pour les forces de sécurité, pour éviter que ne se reproduise ce qui s'était passé en 1991: à l'époque, l'Union soviétique avait biffé l'aide financière pour l'armée, sous la direction de Najibullah, le dictateur communiste laissé par les Soviétiques après leur retrait de 1989. Dès que le flux d'argent s'arrêta, ce fut la fin du gouvernement en peu de mois.

Un haut fonctionnaire américain estime que «tout le monde a des difficultés économiques, mais ceci est sérieux. Les forces de sécurité ne peuvent être financées que parcimonieusement au risque pour l'Etat de devoir affronter de grandes menaces.»

Alors même que les Américains souhaitaient une vaste coalition occidentale, ils se firent un croche-pied en janvier, à la veille de Chicago, en publiant une liste portant les montants attendus de chaque pays: on exigeait notamment du Canada 125 millions de dollars, de la Finlande 20 millions, de la France 200 millions, de la Suède 40 millions. La seule exception concernait la Grèce dont le gouvernement est en défaut de paiement.

Cette liste donna l'impression aux autres pays de se trouver dans un bazar oriental dont le propriétaire fixe le prix qu'il sait lui-même qu'il obtiendra. Cette liste était intitulée «objectif attendu» [«Target Asks»].

Un diplomate européen s'exprima de la manière suivante: «Cela avait été exprimé sans détour et nous nous sommes dit: «Tiens, on n'a pas jugé bon de nous faire participer à la fixation des montants».

Un autre diplomate s'étonna, après avoir consulté la liste, que son pays doive payer plus qu'un autre de grandeur similaire: «On nous a dit «Vous jouez dans une ligue supérieure» et nous avons rétorqué, «Oui, mais nous ne voulons pas payer plus que notre part.»»

Le résultat en est que les pays proposent environ 60% de ce que les Américains auraient voulu. La Grande-Bretagne a déjà fait savoir qu'elle paiera 110 millions de dollars – un peu plus de la moitié des 200 millions exigés. La France aurait dû payer 200 millions de dollars, mais après l'élection du président socialiste François Hollande, hostile à la guerre, personne ne pense que cette somme sera atteinte, alors même qu'un certain nombre de diplomates ne croient pas qu'Hollande viendra à Chicago les mains vides.

Un haut fonctionnaire américain exprima sa pensée, à savoir que les Américains prenaient acte de la retenue des Européens, mais que l'essentiel était que les Etats-Unis aient la main sur le soutien aux Afghans – pour une part par souci que les onze années de guerre n'aient pas été pour rien, car sans le soutien américain beaucoup de points positifs s'effondreraient.

«Ce dont on a réellement besoin, c'est de nous», affirma le fonctionnaire en se rapportant aux Etats-Unis, «d'où l'importance de l'accord de partenariat stratégique avant Chicago.»

L'accord de partenariat stratégique signé à Kaboul le 1^{er} mai par le président Obama et le président Karzai entre l'Afghanistan et les Etats-Unis contraint ces derniers à soutenir l'Afghanistan pendant les dix prochaines années notamment dans le développement de l'économie, ainsi que dans les domaines de l'Etat de droit et de la sécurité.

La répugnance des Européens à dépenser de l'argent pour la sécurité ne provient pas d'un manque d'intérêt pour l'Afghanistan. Beaucoup de pays européens mènent depuis plus de 25 ans des efforts de développement et d'aide humanitaire, ce qui aurait dû faciliter aux Etats-Unis la récolte de dollars. Mais au bout de tant d'années de programmes de développement, restés en-deçà de l'attente des Occidentaux, ces derniers restent sceptiques quant à la perspective de dépenser encore plus d'argent pour la sécurité d'un Etat afghan qui ne jouit pas particulièrement de la confiance de nombreux Européens.

Ils sont confrontés à la corruption et aux violations des droits de l'homme et craignent que, dès lors que les troupes de l'OTAN se seront retirées, le tout finisse dans une guerre civile. Selon eux, les perspectives américaines reposent sur un enjolivement de la situation.

«L'objectif principal est d'empêcher un conflit à l'intérieur du pays qui pourrait ensuite s'étendre à toute la région. Nous avons de grandes craintes pour 2014», constate un diplomate européen.

Un autre diplomate, qui a passé de nombreuses années dans le pays, décrit comment l'Afghanistan a disparu de la mémoire de son pays: «Nos médias ne parlent pratiquement plus de l'Afghanistan. Finalement nous sommes des Européens, nous devons nous préoccuper de l'Afrique du Nord: c'est plus proche et nous pouvons expliquer pourquoi c'est important. Nous devons aussi nous préoccuper de la Biélorussie qui est presque un voisin – quant à l'Afghanistan, c'est bien loin.»

Source: *International Herald Tribune* du 17/5/12
(Traduction *Horizons et débats*)

«La Syrie, centre de la guerre...»

suite de la page 5

du Pétrole a annoncé la découverte d'un puits de gaz à Qara, près de Homs. Sa capacité de production serait de 400 000 mètres cubes par jour (146 millions de mètres cubes par an), sans même parler du gaz présent dans la Méditerranée.

Les projets *Nord Stream* et *South Stream* ont donc réduit l'influence politique étasunienne, qui semble désormais à la traîne. Les signes d'hostilités entre les Etats d'Europe centrale et la Russie se sont atténués; mais la Pologne et les Etats-Unis ne semblent pas disposés à renoncer. En effet, fin octobre 2011, ils ont annoncé le changement de leur politique énergétique suite à la découverte de gisements de charbon européens qui devraient diminuer la dépendance vis-à-vis de la Russie et du Proche-Orient. Cela semble être un objectif ambitieux mais à long terme, en raison des nombreuses procédures nécessaires avant commercialisation; ce charbon correspondant à des roches sédimentaires trouvées à des milliers de mètres sous terre et nécessitant des techniques de fracturation hydraulique sous haute pression pour libérer le gaz, sans compter les risques environnementaux.

Participation de la Chine

La coopération sino-russe dans le domaine énergétique est le moteur du partenariat stratégique entre les deux géants. Il s'agit, selon les experts, de la «base» de leur double veto réitéré en faveur de la Syrie.

Cette coopération ne concerne pas seulement l'approvisionnement de la Chine à des conditions préférentielles. La Chine est amenée à s'impliquer directement dans la distribution du gaz via l'acquisition d'actifs et d'installations, en plus d'un projet de contrôle conjoint des réseaux de distribution. Parallèlement, Moscou affiche sa souplesse concernant le prix du gaz, sous réserve d'être autorisé à accéder au très profitable marché intérieur chinois. Il a été convenu, par conséquent, que les experts russes et chinois travailleraient ensemble dans les domaines suivants: «La coordination des stratégies énergétiques, la prévision et la prospection, le développement des marchés, l'efficacité énergétique, et les sources d'énergie alternative».

D'autres intérêts stratégiques communs concernent les risques encourus face au projet du «bouclier antimissiles» américain. Non seulement Washington a impliqué le Japon et la Corée du Sud mais, début septembre 2011, l'Inde a aussi été invitée à en devenir partenaire. En conséquence, les préoccupations des deux pays se croisent au moment où Washington relance sa stratégie en Asie centrale, c'est-à-dire, sur la Route de la soie. Cette stratégie est la même que celle lancée par *George Bush* (projet de Grande Asie centrale) pour y faire reculer l'influence de la Russie et de la Chine en collaboration avec la Turquie, résoudre la situation en Afghanistan d'ici 2014, et imposer la force militaire de l'OTAN dans toute la région. L'Ouzbékistan a déjà laissé entendre qu'il pourrait accueillir l'OTAN, et Vladimir Poutine a estimé que ce qui pourrait déjouer l'intrusion occidentale et empêcher les USA

de porter atteinte à la Russie serait l'expansion de l'espace Russie-Kazakhstan-Biélorussie en coopération avec Pékin.

Cet aperçu des mécanismes de la lutte internationale actuelle permet de se faire une idée du processus de formation du nouvel ordre international, fondé sur la lutte pour la suprématie militaire et dont la clé de voute est l'énergie, et en premier lieu le gaz.

Le gaz de la Syrie

Quand Israël a entrepris l'extraction de pétrole et de gaz à partir de 2009, il était clair que le bassin méditerranéen était entré dans le jeu et que, soit la Syrie serait attaquée, soit toute la région pourrait bénéficier de la paix, puisque le XXI^e siècle est supposé être celui de l'énergie propre.

Selon le *Washington Institute for Near East Policy* (WINEP, le think-tank de l'AIPAC), le bassin méditerranéen renferme les plus grandes réserves de gaz et c'est en Syrie qu'il y aurait les plus importantes. Ce même institut a aussi émis l'hypothèse que la bataille entre la Turquie et Chypre allait s'intensifier du fait de l'incapacité turque à assumer la perte du projet *Nabucco* (malgré le contrat signé avec Moscou en décembre 2011 pour le transport d'une partie du gaz de *South Stream* via la Turquie).

La révélation du secret du gaz syrien fait prendre conscience de l'énormité de l'enjeu à son sujet. Qui contrôle la Syrie pourrait contrôler le Proche-Orient. Et à partir de la Syrie, porte de l'Asie, il détiendra «la clé de la Maison Russie», comme l'affirmait la Tsarine *Catherine II*, ainsi que celle de la Chine, via la Route de la soie. Ainsi, il serait en capa-

cité de dominer le monde, car ce siècle est le *Siècle du Gaz*.

C'est pour cette raison que les signataires de l'accord de Damas, permettant au gaz iranien de passer à travers l'Irak et d'accéder à la Méditerranée, ouvrant un nouvel espace géopolitique et coupant la ligne de vie de *Nabucco*, avaient déclaré: «La Syrie est la clé de la nouvelle ère.»

Source: <http://www.voltairenet.org/La-Syrie-centre-de-la-guerre-du>
(Traduction Réseau Voltaire avec Segal Ndoye)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH640900000877484856
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662-4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Rapport d'un voyage en Iran

par Elias Davidsson

Ellen Rohlf s nous a fait parvenir le compte rendu ci-dessous de son ami juif Elias Davidsson avec la remarque: «Il a voulu se convaincre de la situation en Iran, après toutes ces menaces de guerre.»

Du 19 au 29 avril 2012, j'ai eu l'occasion de visiter la République islamique d'Iran avec un groupe d'intellectuels et de journalistes allemands. Je voudrais essayer de résumer mes multiples impressions.

Antécédents

En 2011, *Yavuz Özuguz*, l'exploitant du site web «Muslim-Markt» (marché musulman), (qui avait fait une interview de moi il y a environ trois ans), m'a invité à participer à un voyage en Iran avec un groupe de personnes d'Allemagne n'étant pas musulman. Une fondation iranienne nous inviterait, mais nous devrions payer le voyage en avion par nous-mêmes.

Déjà à ce moment-là, j'étais conscient que ce que les médias nous racontent sur l'Iran est partial et en partie mensonger. Je savais que l'Iran était un Etat relativement moderne qui favorise la formation de son peuple et les sciences, où la majorité des étudiants est féminine, où vit la communauté juive la plus grande au Proche-Orient (excepté Israël, environ 30 000) et dans lequel on produit des films magnifiques que je regarde depuis des années. Et je suis également conscient que le président iranien *Mahmoud Ahmadinejad* n'est ni un antisémite, ni quelqu'un qui nie l'Holocauste, ni un homme dangereux, au contraire, comme j'ai pu comprendre à partir de ses discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, il compte plutôt parmi les hommes d'Etat les plus progressistes du monde. Et je connaissais bien sûr aussi les accusations de l'Occident, par exemple concernant la question des droits de l'homme. Il est donc pour moi très clair qu'en acceptant cette invitation je me ferais après mon retour traiter d'ami d'un «dictateur» par les ennemis de l'Iran. Et j'étais prêt à courir ce risque.

Avant le départ, monsieur *Özuguz* et sa famille ont invité notre groupe pour nous rapprocher du pays et de sa religion d'Etat, le chiisme. Cela m'a donné l'occasion de ne pas seulement le connaître lui et sa charmante famille, mais aussi tous les voyageurs. Cette rencontre, déjà avant le voyage, a été pour moi un événement inoubliable, empreint du rayonnement personnel et de l'humanisme de monsieur *Özuguz*.

Le voyage

Le 19 avril 2012, nous nous sommes tous réunis à l'aéroport de Hambourg. Après un contrôle douanier quelque peu inhabituel, et que nos bagages à main ait été fouillés à la recherche d'éventuels «documents secrets», le vol s'est passé normalement.

À notre arrivée à Téhéran, tard le soir, une délégation de nos hôtes nous a souhaité la bienvenue et nous a offert des rafraîchissements avant de nous conduire à l'hôtel. Tout comme à l'arrivée, nos hôtes se sont occupés de notre bien-être et de nos souhaits pendant tout le voyage.

On ne peut bien sûr pas connaître un pays comme l'Iran avec toute sa diversité et sa richesse en neuf jours, même une vie entière n'y suffirait pas. Il va de soi que nos hôtes ont voulu nous faire connaître les aspects positifs de la société iranienne. Pour connaître les revers de la médaille de la vie en Iran je n'aurais pas eu besoin de faire ce voyage. Il suffit de lire les journaux allemands et autres journaux occidentaux qui critiquent et diabolisent la République islamique d'Iran durant toute l'année.

Pendant le trajet avec le bus depuis l'aéroport «Imam Khomeini» jusqu'à l'hôtel nous avons vécu nos premières impressions. Nous étions étonnés de la modernité et de la propreté du pays. Sans le vouloir, j'ai fait la comparaison avec les impressions de mon premier voyage à New York, que j'avais entrepris depuis Hambourg en 1960. Les maisons et les rues sur le trajet de l'aéroport à Manhattan m'étaient apparues sordides, sales et déprimantes. J'avais envie de pleurer et de rentrer tout de suite en Europe. Le voyage de l'aéroport vers la ville de Téhéran par contre était une surprise magnifique.



(photo uk)

J'ai de la peine à reproduire mes observations et mes impressions avec la brièveté souhaitable. L'énumération des visites et des rencontres, des conférences et des visites ne peut pas transmettre la profondeur de mes impressions. Mes compagnons de voyage de la «Arbeiterfotografie» (photographie ouvrière) ont désigné l'Iran de façon un peu brève comme le «pays de l'amour». Le mot «amour» a souvent été répété dans les conférences, pas non plus comme chez nous dans le langage de la publicité du monde des affaires, pas comme de simples déclarations comme dans nos églises, mais au sujet de la politique iranienne. Qui pourrait s'imaginer un politicien allemand désignant ses décisions politiques comme résultat de la grâce de Dieu ou de l'amour? Partout dans le pays nous avons rencontré une gentillesse naturelle, l'hospitalité et une prévenance humaine, même de personnes inconnues dans les rues. Les Iraniens sont connus pour leur politesse et leur prévenance.

Nos hôtes, de la *Fondation Ebn Sina* (Avicenne) ont toujours évoqué le caractère islamique de l'Iran. Comme la plupart des participants du groupe de voyage n'étaient pas des gens religieux et non plus des musulmans, cette insistance répétée sur la base religieuse du régime était quelque peu irritante. Je ne voudrais pas critiquer cela, car on ne peut pas comprendre l'Iran sans sa relation à l'Islam chiite. Autrement qu'en Occident, la religion, la politique et l'éthique forment une unité en Iran. Celui qui veut comprendre l'Iran doit connaître l'Islam chiite. Bien sûr, beaucoup d'Iraniens s'énervent aussi de ces prêches religieux incessants et voudraient que le système se libéralise, par exemple concernant le port d'un foulard ou bien la séparation entre femmes et hommes. Néanmoins j'ai senti que la pratique de la religion appartient au quotidien de beaucoup d'Iraniens. Et qu'ils ne s'y sentent pas forcés. L'endoctrinement religieux de la jeunesse va de pair avec l'encouragement des sciences naturelles et d'une formation moderne, et ne peut donc pas être comparé à la négation de la modernité comme par exemple chez les Talibans. Nous avons souvent constaté que les gens prennent la religion très au sérieux. Un gouvernement séculier, soit laïque en Iran, c'est-à-dire une sécularisation/laïcisation de l'Etat rencontrerait probablement de la résistance dans une grande partie de la population. Beaucoup d'Iraniens ne pouvaient pas comprendre que nous ne croyions pas tous en Dieu. Ils étaient donc convaincus que nous pratiquions tous le christianisme ou le judaïsme, et ils se sont adressés à nous comme à des croyants.

Nos hôtes ont essayé avec beaucoup de manifestations de nous illustrer et expliquer le chiisme. Un musulman instruit, *Ajatollah al-Shirazi* a été invité pour s'entretenir avec nous. Il a parlé de la Sainte Vierge, la mère de Jésus vénérée par les chiïtes, pour nous convaincre que l'Islam n'est pas un ennemi des chrétiens. Nos interlocuteurs ont aussi souligné que les musulmans vénèrent aussi les prophètes juifs, à commencer par Abraham. Avec la mise en valeur des relations étroites entre l'Islam, le judaïsme et le christianisme, ils ont apparemment voulu opposer quelque chose à la propagande incendiaire de l'Occident. Sans cesse ils ont essayé d'expliquer leur culture, leur reli-

gion et leur politique et de les défendre. Grâce à nos connaissances, il n'était cependant pas nécessaire de nous en convaincre.

Un intervenant nous a expliqué quelles qualités éthiques doivent être satisfaites par les Imams pour être élus, et quel est leur rôle dans la vie de la société et dans la vie religieuse. Ce qui est spécial, c'est que l'instance la plus haute de l'Iran n'est pas un politicien élu, mais un homme de religion qui ne doit pas seulement satisfaire les conditions éthiques les plus strictes mais qui doit aussi mener une vie humble.

Après la mort de *Khomeini*, le père de la révolution islamique, c'est l'Imam *Seyyed Ali Khamenei* qui a été élu comme dirigeant suprême. Il a été élu par un comité de 85 personnes, les «experts» qui doivent veiller à ce que le chef suprême respecte les règles de l'Islam. Ces experts sont élus directement par le peuple iranien. Le parlement et le président de l'Etat sont élus parallèlement.

Un autre fait remarquable est que ce n'est pas le président de l'Etat, mais l'Imam *Ali Khamenei* qui est le commandant suprême des forces armées iraniennes. Dans le cadre de ses compétences, l'Imam *Khamenei* a souligné à plusieurs reprises que, l'Iran non seulement n'aspire pas aux armes nucléaires, mais qu'il n'y est pas autorisé, car de telles armes sont inhumaines et représentent donc un péché contre l'Islam. Il a souvent invité les Etats du monde à détruire leurs armes nucléaires, et il se prononce pour une zone libérée d'armes nucléaires au Proche-Orient. De tels propos ne sont que très rarement publiés dans les médias occidentaux ou bien, ce qui est pire, on l'accuse tout simplement d'hypocrisie. Les puissants occidentaux ont de la peine à s'imaginer que l'Imam suprême est sincère et qu'il se sent lié dans ses décisions à des normes éthiques et religieuses.

Nous avons visité le Parlement iranien où justement avait lieu un débat sur le statut des enseignants. Nous avons rencontré quelques députés, dont des représentants des communautés juive et chrétienne, qui, d'après la Constitution, doivent être représentées par au moins un représentant au parlement. Malheureusement, nous n'avons pas pu avoir des entretiens avec ces parlementaires, car le temps était trop court. Nous avons cependant eu l'impression que quelques-uns n'étaient pas spécialement intéressés à s'entretenir avec nous.

Un des grands moments du voyage a été pour moi la visite de la Bibliothèque nationale de Téhéran. La bibliothèque, librement accessible aux chercheurs et aux étudiants, héberge 1,5 millions de livres et manuscrits, la plupart en langue persane. J'ai découvert un nombre étonnant de magazines scientifiques de tous les domaines scientifiques, que ce soit l'économie, la politique, les sciences naturelles ou le droit. Pour chaque domaine, il y avait des dizaines de magazines, aussi dans les domaines particuliers. Malheureusement seuls les titres étaient en anglais. Si l'on peut tirer des conclusions des titres, ils témoignent d'un haut niveau de la recherche scientifique.

Sur notre réception surprenante chez le président *Mahmoud Ahmadinejad*, les adversaires de l'Iran en Allemagne ont déjà fait leurs commentaires. Malheureusement nous avons bien trop peu l'occasion de lui poser des questions

et d'avoir une conversation avec lui, car le temps pour cette rencontre était trop court. Le comportement et le langage corporel du président témoignaient d'une assurance naturelle empreinte de retenue et de modestie. On m'a rapporté qu'il mène également une vie privée très modeste. Ses remarques justifiées contre les USA, lesquels ont en fait déclaré la guerre à l'Iran avec les sanctions économiques et les menaces militaires, n'ont pas été empreintes de haine ou de colère.

Malheureusement, j'ai eu trop peu de temps pour apprendre, à part mes thèmes centraux, aussi quelque chose sur le développement de l'économie, sur les institutions sociales ou sur la situation concernant les droits de l'homme. Nous avons cependant eu l'occasion de parler avec des représentants des organisations féminines, et parmi elles avec la conseillère du président aux Affaires féminines. Il paraît qu'il existe environ 8000 organisations féminines, qui sont en partie organisées en associations nationales. Grâce à leur réseau, les femmes peuvent aussi exercer une pression politique. Il est devenu très clair lors de cette rencontre que, dans leur combat pour leurs droits, les femmes iraniennes ne dépendent pas du soutien de leurs sœurs «émancipées» occidentales. Elles en sont capables elles-mêmes.

Entre autre, nous avons été informés sur le droit du travail et sur le droit de succession islamique, mais aussi lors de ces conférences, le temps était trop court pour pouvoir poser des questions détaillées. Une bonne partie de ce qu'on entend en Occident sur le droit familial en Iran m'apparaît aujourd'hui plus différencié qu'avant le voyage. Il paraît que la semaine réglementaire de travail ne compte que 30 heures, hommes et femmes reçoivent le même salaire pour le même travail. Si c'est vraiment le cas, l'Iran aurait une belle avance sur l'Occident.

Suite à ma question concernant la peine de mort, on m'a donné un aperçu intéressant sur le droit pénal islamique. Comme opposant à la peine de mort, je savais qu'en Iran on prononce souvent des condamnations à la peine capitale. Je ne savais cependant pas que les victimes de crimes ou leurs proches ont la possibilité de pardonner au criminel. Si cela se produit, l'Etat renonce à son droit de sanction. Dans la pratique, la plupart des condamnations à mort ne sont pas exécutées. Les tribunaux sont tenus d'expliquer aux victimes ou à leurs proches qu'en cas de renoncement à la punition du criminel ils peuvent exiger un dédommagement financier. Le pardon au lieu de la vengeance. Le pardon joue un rôle important dans l'Islam. D'une telle pratique je n'ai jamais entendu parler aux USA, où la plupart des condamnations à la peine capitale sont exécutées.

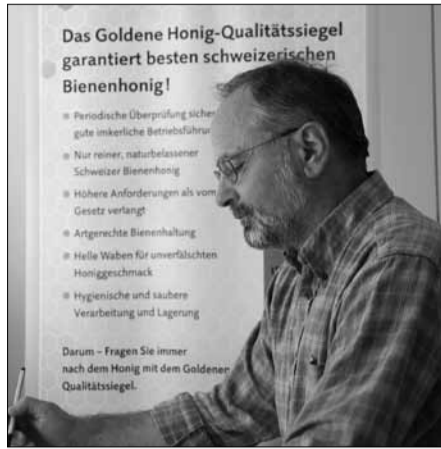
Lorsque l'ONU a instauré en été 1990 un embargo économique contre l'Irak, ces mesures ont lourdement touché la population, surtout parce que l'Irak importait deux tiers de sa nourriture, et cela surtout des USA. L'Iran par contre produit sa nourriture et ses médicaments surtout dans le pays. La politique de sanctions occidentales a renforcé les efforts de l'Iran pour se rendre économiquement indépendant par sa propre production. C'est aussi en premier lieu le but de la promotion de la science dans le pays. Aujourd'hui, l'Iran ne produit pas seulement ses propres voitures, mais il se trouve dans beaucoup de domaines techniques au plus haut niveau scientifique.

La République islamique d'Iran représente-t-elle un danger pour la paix dans le monde? Les ennemis de l'Iran n'arrêtent pas de diaboliser le pays. Je me pose toujours et encore la question de savoir si c'est par ignorance ou par méchanceté.

L'Iran n'a – contrairement aux USA, à l'Israël ou aussi à l'Allemagne – plus attaqué aucun pays depuis 300 ans, il connaît à peine l'antisémitisme, largement répandu en Allemagne avant 1933. L'Islam chiite n'est même pas nationaliste, mais il a comme le christianisme une prétention universelle. Le fascisme allemand reposait sur la vénération du nationalisme et la négation de Dieu, tandis que la République islamique d'Iran ne repose pas sur le nationalisme, mais sur sa politique résultant

L'abeille est un bon indicateur biologique

Interview de Richard Wyss, président de l'Association alémanique et rhéto-romane des amis des abeilles VDRB



(Photo mig)

L'apiculteur Richard Wyss a fait beaucoup pour l'agriculture suisse, ce qui lui a valu le prix Agro-Star Suisse 2012 remis à l'occasion de l'ouverture de Tier & Technik.

Michael Götz: Qu'est-ce qui vous a fait particulièrement plaisir lorsque vous avez reçu le prix Agro-Star?

Richard Wyss: J'ai été très surpris. Ce qui m'a fait plaisir, c'est que le sujet des abeilles est devenu public. A vrai dire, ce sont les abeilles qui ont mérité ce prix, mais on ne peut guère faire monter un essaim sur scène. Mon rôle a toujours été de créer des conditions optimales pour les abeilles, travail que j'accomplis avec mes collègues du Comité du VDRB.

Comment le public a-t-il réagi à l'attribution du prix?

J'ai reçu de nombreux courriels et fait des rencontres intéressantes. Il y a eu en particulier de nouvelles impulsions en faveur d'une collaboration avec l'Union des paysans et des parlementaires suisses.

Qu'est-ce qui vous fascine chez les abeilles? Pour moi, l'abeille représente magnifiquement un monde en miniature. Il y a d'une part

l'abeille en tant qu'individu et d'autre part la colonie en tant qu'organisme dans lequel chaque élément exécute une tâche particulière. L'intérêt de l'ensemble prime sur celui des individus. C'est un modèle pour les hommes: on ne peut pas se contenter de profiter de la collectivité sans contribuer au bien commun. Non seulement les abeilles me fascinent mais, comme je m'en occupe, elles m'ouvrent aussi les yeux et les oreilles sur la nature.

Pourquoi les abeilles sont-elles importantes pour l'agriculture?

Elles sont vitales pour l'agriculture et l'agriculture est vitale pour elles. 80% de la pollinisation croisée est due aux abeilles. Sans elles, la production fruitière serait très faible, de 30% pour les pommes, de 10% pour les poires et pratiquement nulle pour les petits fruits. On suppose que dans le monde, il y aurait 30% d'aliments en moins. Nous pouvons importer le miel, pas la pollinisation. Enfin, l'importance des abeilles pour la biodiversité ne peut pas être exprimée en francs.

Pourquoi les abeilles sont-elles si importantes pour la pollinisation?

C'est le seul insecte qui hiberne en colonies. Tous les autres insectes, également les abeilles sauvages, hibernent sous forme d'œufs ou d'individus. Il leur faut donc beaucoup de temps pour constituer une colonie et pouvoir polliniser avec efficacité. En outre, contrairement aux autres insectes, les abeilles sont «fidèles»: Si le matin, elles volent sur des

Si l'agriculteur utilise une faucheuse-conditionneuse, il est tenu de ne le faire qu'en dehors des heures de butinage des abeilles, sinon cette machine écrase des milliers d'abeilles.

[Remarque de la rédaction: Dans de nombreuses régions, cette prescription n'a pas été respectée au cours des dernières semaines.]

pommiers, elles le feront toute la journée. Elles n'iront pas même sur des poiriers. C'est un grand avantage pour le succès de la pollinisation car une fleur de pommier ne peut rien faire avec du pollen de poirier.

L'abeille est un indicateur biologique. Qu'est-ce que cela signifie?

Elle nous montre si notre environnement est salubre, car elle réagit de manière très sensible aux poisons environnementaux. Quand on analyse l'organisme d'une abeille, on y trouve une quantité de pesticides et de fongicides dont des études scientifiques ont montré qu'ils ont des effets négatifs sur la santé et le comportement des abeilles. Actuellement, elles réagissent même à des doses «homéopathiques» de néonicotinoïdes, une nouvelle variété d'insecticide. Il ne faut pas croire que les hommes seront épargnés. Les abeilles réagissent tout simplement quelques années avant nous et nous montrent ce qui va se passer.

Quels sont les objectifs du VDRB?

Offrir aux abeilles et aux apiculteurs des conditions optimales.

A quels défis les apiculteurs sont-ils confrontés?

La santé des abeilles pose de gros problèmes, en particulier à cause de la *varroa*, acarien parasite de l'abeille, mais aussi à cause de bactéries et de virus. Il se trouve qu'aujourd'hui une colonie ne peut plus vivre sans apiculteur. Un autre défi est de contribuer à faire mieux respecter ces insectes. Je voudrais qu'à travers la législation, elles reçoivent le même soutien que nos animaux d'élevage. En effet, les abeilles sont les plus importants animaux d'élevage après les bovins et les porcs. Cependant, en ce qui concerne les aides accordées à l'élevage par la Confédération, les apiculteurs ne reçoivent que des «miettes».

Sans pollinisation due aux abeilles il n'y aurait que:

- 30% de pommes,
- 10% de poires et
- pratiquement point de petits fruits.

Comment apiculteurs et agriculteurs peuvent-ils collaborer?

Ils peuvent et doivent collaborer. L'apiculteur fournit gratuitement la pollinisation aux agriculteurs et en contrepartie, il doit donc pouvoir installer ses ruches. Si l'agriculteur utilise une faucheuse-conditionneuse, il est tenu de ne le faire qu'en dehors des heures de butinage des abeilles, sinon cette machine écrase des milliers d'abeilles. Il faut aussi que chaque agriculteur y réfléchisse à deux fois avant d'utiliser un insecticide. S'il ne voit pas d'autre moyen, qu'il en fasse un usage modéré et respecte scrupuleusement le mode d'emploi. C'est également valable pour ceux qui possèdent un jardin.

Que peut-on apprendre sur votre site Internet?

Tout ce que vous voulez savoir sur les abeilles. Le site de notre association (www.vdrb.ch) s'adresse avant tout aux apiculteurs. Ils y trouvent non seulement des informations sur les manifestations et les règlements mais sur les colonies en observation qui sont disséminées sur tout le territoire suisse. Ils apprennent par exemple si les colonies sont en extension ou en régression. Les consommateurs trouveront avant tout sur le site www.swisshoney.ch des informations notamment sur les endroits où ils peuvent se procurer du miel de leur région. Il faut acheter du miel suisse et être attentif au label de qualité. Il garantit que le miel est pur.

Auteur: Michael Götz, ingénieur agricole, journaliste indépendant, LBB-GmbH, Säntisstr. 2a, CH-9034 Eggersriet, Tél.: +41 71 877 22 29, E-mail: migoetz@paus.ch / www.goetz-beratungen.ch

(Traduction Horizons et débats)

Les alpages du Toggenbourg

ds. «L'homme moderne fait la navette entre travail et loisirs – le paysan d'alpage du Toggenbourg fait la navette entre travail et travail», écrit Markus Hobi, président de la commission de l'économie alpestre de l'Union suisse des paysans du Canton de Saint-Gall dans la préface du livre illustré «Alpen im Toggenbourg». Beaucoup d'agriculteurs du Toggenbourg sont également des paysans d'alpage qui font la navette entre le travail à la ferme familiale dans la vallée et celui sur l'alpage. Les alpages étaient déjà à l'époque un complément économique rentable à la ferme familiale, et encore aujourd'hui, ils sont une partie essentielle des moyens d'existence des

familles agricoles dans le Toggenbourg. L'estivage des bêtes est essentiel pour les petites exploitations agricoles. L'herbe que les bêtes mangent pendant l'été sur les alpages, la ferme familiale peut en économiser l'équivalent et la transformer en foin pour l'alimentation hivernale. En même temps, les jeunes bêtes renforcent à la montagne leur ossature et leur croissance en général.

L'industrie laitière est prédominante. Entre-temps on peut voir également un nombre croissant de vaches-mères dans les pâturages pour la production de viande. Mais aussi le menu bétail, l'agneau et le cochon alpestres, et la chèvre du Toggenbourg font

partie intégrante de l'économie de l'exploitation alpestre du Toggenbourg.

Il y a environ 50 millions d'années, une mer recouvrait la région du Toggenbourg d'aujourd'hui. Les énormes dépôts qui ont subsisté ont été compressés par la pression des Alpes, brisés à plusieurs reprises pour glisser les uns sur les autres jusqu'à ce que les glaciers aient creusé les vallées de la Thur et du Necker, les deux vallées principales du Toggenbourg. Le Toggenbourg s'étend dans les deux vallées fluviales de la Thur et du Necker, de Wildhaus dans le sud, jusqu'à Schwarzenbach dans le nord, situé près de Wil. Il est dominé par le massif de l'Alpstein avec le Säntis haut de 2502 mètres et le massif des Churfürsten. Pour le peuplement, l'habitat paysan dispersé est très typique.

Le paysage et le travail ont créé un homme indépendant, sûr de lui et qui préfère être son propre maître.

La formation des communautés alpestres

Le premier chapitre traite de l'histoire et de la propriété sur l'alpage. Il retrace le parcours de l'exploitation alpestre du Toggenbourg jusqu'au Moyen-Age, montrant que ses règles et pratiques en vigueur depuis des siècles ont gardé leur validité même dans l'économie moderne d'aujourd'hui.

Au Moyen-Age, la terre appartenait à des seigneurs laïques ou religieux. Mais déjà «à l'époque du féodalisme, des coopératives ont été créées, parce que l'attribution [du droit des baux ruraux] ne passait pas au père de famille comme c'est le cas pour les domaines agricoles, mais à des groupes d'agriculteurs décidant eux-mêmes de l'usage des alpages. Il fallait des coopératives d'alpage pour régler l'exploitation commune. Ils ont légiféré et édicté des règlements pour empêcher les étrangers d'exploiter les terres et aussi en tant que protection contre l'abus par quelques-uns. [...] Les corporations alpestres avaient dès le début un caractère de droit privé et les droits d'usage pouvaient être différents. Cela s'est avéré être bénéfique pour les membres au moment où l'importance du servage et du

trouvent-elles autant de partisans? Est-ce parce que l'expérience iranienne ne correspond pas aux idées dominantes libérales bourgeoises et du capitalisme libre, et que ses dirigeants s'opposent aux aspirations hégémoniques? L'Iran représente-t-il un défi pour le système capitaliste et la volonté de suprématie de l'Occident? Est-ce qu'il n'est pas l'un des pays de cette région qui essaient de faire face à cette agression?

Du reste, parmi les personnes avec qui nous avons pu parler, personne n'a exprimé des craintes que le pays puisse être agressé. La sérénité des gens est présente partout. L'Iran est un pays avec une économie vivante – on construit partout. Les touristes sont les bienvenus et l'on peut pratiquement tout photographier, sauf – comme partout – des installations militaires et autres installations de sécurité. Est-ce qu'un journaliste a déjà essayé de photographier les installations nucléaires israéliennes ou américaines?

Pour moi, en tant qu'humaniste, l'Iran a été une véritable découverte. Je retournerais volontiers dans ce pays. J'espère que les Etats occidentaux lèveront l'embargo contre l'Iran pour construire à la place une coopération culturelle et économique avec la République islamique d'Iran, pour le bien des peuples. •

(Traduction Horizons et débats)



ISBN 978-3-033-03037-4

régime féodal ont diminué au fil du temps, jusqu'à ce que, vers 1400, s'impose le fief par héritage; les domaines agricoles et des parts d'alpage ont pu dès lors, être légués.» (p. 14f)

Le droit de possession a été réglé dans les statuts: Le droit d'alpage était lié à la propriété; le coopérateur d'alpage avait le droit de préemption concernant les droits d'alpage en vente. Les animaux inconnus ont été tenus à l'écart des pâturages pour éviter la surexploitation de ces derniers. Les domaines agricoles et l'exploitation des alpages ont été coordonnés. En outre, la vente des produits a été réglée en coopérative.

«Hommage au pays et à ses habitants»

De nombreuses contributions très personnelles font mieux connaître, au lecteur, la vie des familles paysannes dans le Toggenbourg, leur travail, leurs produits et leurs coutumes. Chaque contribution exprime la joie du travail, les liens étroits avec la patrie et la nature, et l'amour pour les animaux. «Quoi de plus beau que de monter aux alpages. Seulement d'y être...»

Les paysans sont soutiens de familles, préservateurs du paysage aménagé et du peuplement décentralisé, tout comme l'article 104 de la Constitution fédérale l'exige.

Dans le dernier chapitre, l'alpage et les exploitations alpestres sont présentés avec des cartes bien utiles.

Des photos de paysages magnifiques et des portraits expressifs des personnes photographiées font de ce livre illustré un hommage au paysage et à ses habitants. •

«Rapport d'un voyage en Iran ...»

suite de la page 7

des lois du Dieu commun des juifs, des chrétiens et des musulmans.

Le système politique de l'Iran est unique au monde, on peut cependant – sous réserve – le considérer comme une expérience dans le genre de la théologie catholique de libération qui a été violemment combattu par le pape Jean-Paul II. La révolution islamique est fêtée, semblable à la révolution d'octobre de 1917, comme une libération de l'oppression. L'expérience iranienne est encore jeune, elle n'a que 33 ans. L'Iran n'est certes pas un paradis et je ne l'ai pas ressenti ainsi. Les dirigeants, avec la meilleure volonté du monde, ne peuvent changer les traditions et les habitudes négatives en peu de temps ou bien empêcher complètement les influences corrompues de l'Occident (individualisme, consommation de drogues, pornographie). Est-ce qu'il ne serait pas de mise pour nous, les occidentaux, face aux crimes colossaux que le soi-disant Occident chrétien a apportés au peuple du «tiers monde», d'être un peu plus humble et critiques envers nous-mêmes?

Je me demande quelles sont les vraies raisons profondes des grandes inquiétudes de l'Occident, pourquoi une intervention militaire et des sanctions économiques de l'Iran